



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT / CE DOCUMENT CONTIENT DES
EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Electrical & Electronics Products Division
L'Esplanade Laurier
East Tower, 4th floor,
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet SMS DES SYSTÈMES D'ANTENNES GRC SERVICES DE MAINTENANCE ET DE SOUTIEN (SMS) DES SYSTÈMES D'ANTENNES	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-210775/A	Date 2022-09-15
Client Reference No. - N° de référence du client 202200775	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HN-467-81391	
File No. - N° de dossier hn467.M7594-210775	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-10-27 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dubé, Robert	Buyer Id - Id de l'acheteur hn467
Telephone No. - N° de téléphone (613) 296-1526 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 RÉSUMÉ.....	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	6
2.4 LOIS APPLICABLES.....	6
2.5 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AUX BESOINS PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	6
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS.....	6
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
3.1. INSTRUCTION POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	12
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	12
4.2. MÉTHODE DE SÉLECTION	13
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 - MATRICE DES CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES.....	14
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	20
5.1 ATTESTATIONS OBLIGATOIRES EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION.....	20
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	21
PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES.....	23
6.1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	23
6.2. CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	23
PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	25
7.1 ÉNONCÉ DU BESOIN.....	25
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	27
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	27
7.4 DURÉE DU CONTRAT	27
7.5 RESPONSABLES	28
7.6 PAIEMENT	30
7.7 DEMANDE DE PAIEMENT PROGRESSIF ET INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	32
7.8 ATTESTATIONS.....	34
7.9 LOIS APPLICABLES.....	34
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	34
7.11 ASSURANCE – EXIGENCES SPÉCIFIQUES.....	35
7.12 INSTALLATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	35
7.13 RETARD CAUSÉ PAR CANADA	35
7.14 SERVICE APRÈS-VENTE.....	35
7.15 PIÈCES DE RECHANGE POUR L'ESPÉRANCE DE VIE DE L'ÉQUIPEMENT	35
7.16 DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS	36
7.17 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	36
ANNEXE “A” - ÉNONCÉ DES TRAVAUX (EDT)	37
ANNEXE “B” – BASE DE PAIEMENT.....	75

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

ANNEXE "C" - FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES PWGSC-TPSGC 572	78
ANNEXE "D" - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)	79
ANNEXE "E" – EXIGENCES D'ASSURANCE	80
ANNEXE "F" – ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ	82
ANNEXE "G" PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION	83
FORMULAIRE A – FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION	84

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions et de contrat subséquent compte sept parties ainsi que des annexes comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations : comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
Partie 7	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, les exigences en matière de sécurité, le formulaire d'autorisation de tâches PWGSC-TPSGSC 572, les exigences d'assurance, l'attestation du programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, le formulaire de présentation de la soumission et toutes autres annexes.

1.2 Résumé

1.2.1 Les travaux à réaliser dans le cadre du présent besoin consistent à soutenir et à fournir les services de maintenance et de soutien des antennes, des bâtis d'antenne, des tours, des antennes paraboliques et du câblage de télécommunication qui constituent l'infrastructure stratégique nationale de communication utilisée par la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Le besoin porte sur la prestation de services de réparation, d'entretien, d'étalonnage, de mise à l'essai, de modification, d'assemblage, de désassemblage, d'emballage, d'ingénierie, d'instruction et de soutien destinés à une vaste gamme d'antennes réparties à l'échelle du Canada.

L'entrepreneur devra réaliser les travaux décrits à l'annexe A – Énoncé des travaux (EDT).

1.2.2 Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent.

1.2.3 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.2.4 La présente demande de soumissions vise à établir un contrat comportant des autorisations de tâches pour la livraison du besoin décrit dans la demande de soumissions aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

1.2.5 Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion de la SCP offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

1.2.6 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (PCF) s'applique; voir Partie 5 – Attestations, Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#)

1.3 Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2022-03-29) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des soumissions

Compte tenu de la pandémie actuelle de COVID 19, il est demandé que tous les fournisseurs soumettent leur soumission par le service Connexion de la Société canadienne des postes (SCP):

Puisque plusieurs personnes travaillent présentement de la maison et dans le but de prévenir la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) dans les communautés, les soumissionnaires doivent utiliser le service Connexion de la Société canadienne des postes (SCP) pour la transmission électronique de leur soumission.

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la demande de soumissions.

Remarque : Les soumissionnaires **doivent** soumettre leurs soumissions en utilisant le service de Connexion de la Société canadienne des postes (SCP) pour la clôture des soumissions du Module de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.pareceptiondessomissions-apbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion de la SCP, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion de la SCP si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion de la SCP.

Si vous rencontrez des difficultés avec le service de Connexion de la Société canadienne des postes (SCP), vous pouvez contacter notre unité de réception des soumissions à l'adresse suivante pour obtenir de l'aide:

tpsgc.pareceptiondessomissions-apbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

N'envoyez pas une soumission ou offre directement à cette adresse courriel.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, et à l'heure indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en **(à compléter lors de l'attribution du contrat)**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard quatorze (14) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

(a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.

(b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
- Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)

(c) Les fournisseurs devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1. Instruction pour la préparation des soumissions

Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le service Connexion de la SCP a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission de gestion
Section III : Soumission du soutien
Section IV : Soumission financière
Section V : Attestations
Section VI : Renseignements supplémentaires

REMARQUE : Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

REMARQUE: En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par courrier/poste ou par télécopieur l'intention du Module de réception des soumissions (MRS) de TPSGC ne seront pas acceptées.

Section I : Soumission technique

La soumission technique, de gestion et de soutien devraient être concis et traiter, sans nécessairement s'y limiter, des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Les soumissionnaires devraient traiter de ces critères d'évaluation de manière suffisamment approfondie dans leur soumission. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, Canada demande :

- Le soumissionnaire doit adresser paragraphe par paragraphe l'Énoncé des travaux (EDT) en indiquant "conforme, compris, noté ou non-applicable" selon le cas. Le soumissionnaire doit indiquer clairement et pour chaque critère le numéro de l'alinéa et de la page du passage où le sujet visé est traité dans la soumission.
- Le soumissionnaire doit reprendre les sujets dans l'ordre de l'Énoncé des travaux, sous les mêmes rubriques.
- Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent rappeler différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page du passage où le sujet visé est déjà traité.

La soumission technique comprend également ce qui suit :

Formulaire de présentation des soumissions (formulaire A) : Les soumissionnaires sont priés d'inclure le Formulaire de présentation de la soumission avec leur soumission. Ce formulaire constitue un document général sur lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements requis pour l'évaluation de la soumission et l'attribution du marché. L'utilisation du formulaire pour présenter ces renseignements est recommandée, mais non obligatoire. Si le Canada considère que les renseignements demandés dans le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, il donnera au soumissionnaire la possibilité de les compléter ou de les corriger.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Section II : Soumission de gestion

Dans leur soumission de gestion, les soumissionnaires doivent décrire leur capacité et leur expérience ainsi que l'équipe de gestion de projet et inclure le contact du ou des client(s).

Section III: Soumission du soutien

Dans leur soumission du soutien, les soumissionnaires doivent démontrer leur compréhension du besoin et expliquer de quelle façon ils envisagent de répondre aux besoins en soutien (plan de maintenance, rapports, etc.).

Section IV : Soumission financière

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément au format de l'annexe B – Base de paiement et à la base d'établissement des prix suivante. Afin que leur offre soit jugée conforme, les soumissionnaires doivent fournir un prix pour chaque article qui figure dans l'annexe B, pour les années fermes et les années d'option. Le prix unitaire doit inclure tous les coûts associés aux travaux nécessaires pour fournir le service et décrits à l'annexe A.

3.1.2 Base d'établissement des prix

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, livrés droits acquittés (Destination), la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

3.1.2.1 Coûts de l'équipement et du service

Le soumissionnaire doit présenter un coût et un prix unitaire majoré. Le prix doit inclure tous les coûts, y compris les frais de déplacement et de subsistance pour les travaux livrés ou exécutés aux installations de la GRC.

Les travaux incluent l'équipement, l'installation, le soutien technique, les garanties et la fourniture de services d'entretien des équipements installés, comme il est décrit dans l'Énoncé des travaux (EDT). Voir l'annexe A.

3.1.2.2 Urgences, requêtes ou réparations et autorisations de tâches

Le soumissionnaire doit soumettre un taux horaire ferme pour l'installation et les réparations pendant les heures de travail normales et en dehors de celles-ci pour chaque catégorie de main-d'œuvre requise.

Les mêmes taux horaires s'appliqueront aux requêtes, aux réparations et aux autorisations de tâches d'urgence et seront en vigueur pendant toute la durée de tout contrat subséquent.

3.1.2.3 Prix de lot ferme - Répartition des coûts

Avant l'adjudication du contrat, les soumissionnaires doivent fournir une répartition ligne par ligne du matériel et de la main-d'œuvre utilisés pour calculer les prix des offres pour les prix d'équipement et de conception indiqués dans l'annexe B – Base de Paiement.

Les prix fournis serviront à calculer le coût des autorisations de tâches pendant toute la durée du contrat.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section V: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute attestation de la part de l'entrepreneur, ou si les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada a le droit de résilier le contrat pour cause de manquement, conformément aux dispositions du contrat en la matière.

Section VI : Renseignements supplémentaires

3.1.4 Représentants de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux	Suivi de la livraison
Nom: _____	Nom: _____
Numéro de téléphone: _____	Numéro de téléphone: _____
Numéro de télécopieur: _____	Numéro de télécopieur: _____
Courriel: _____	Courriel: _____

3.1.5 Réparations sous garantie

Il pourrait se révéler nécessaire d'effectuer sur les lieux des réparations sous garantie. On vous demande d'indiquer votre délai d'intervention et les coordonnées du bureau ou du dépôt le plus proche dans lequel des employés pourront effectuer ces travaux. Le délai d'intervention ne devra pas être supérieur à quarante-huit (48) heures. Voici le nom de la personne à contacter:

Temps de réponse: _____
Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

3.1.6 Demandes de services non urgentes

Il pourrait être nécessaire d'effectuer les demandes de services non urgentes sur place. Les soumissionnaires doivent préciser le temps de réponse et l'emplacement du bureau ou de l'entrepôt le plus près. Le délai d'intervention doit être inférieur à vingt-quatre (24) heures. Voici le nom de la personne avec qui communiquer :

Temps de réponse: _____
Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

3.1.7 Demandes de Service d'urgence

À la demande de la GRC, l'entrepreneur sera tenu de fournir des services d'urgence qui ne sont pas visés par la disposition de garantie dans les conditions générales 2035 pour la durée du contrat. L'équipe d'urgence doit alors être payée selon les taux indiqués dans le présent document. Le temps de réponse ne doit pas dépasser quatre (4) heures. Voici le nom de la personne avec qui communiquer :

Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

3.1.8 Pièces de rechange pour l'espérance de vie de l'équipement

Selon l'une des conditions du contrat subséquent, l'entrepreneur s'engage à fournir des pièces de rechange pour l'équipement proposé pendant la durée de l'espérance de vie de cet équipement.

Le soumissionnaire doit indiquer le nombre d'année de vie de l'équipement. _____ans

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

Pour le seul processus d'évaluation, le terme « **soumissionnaire** » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une soumission pour l'exécution d'un contrat de biens, de services ou les deux. Le terme peut également inclure la société mère ou les filiales du soumissionnaire.

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, de gestion, du soutien et financiers mentionnés ci-bas.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

La soumission technique, de gestion et de soutien devraient être concis et traiter, sans nécessairement s'y limiter, des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée.

Le soumissionnaire doit traiter de ces critères d'évaluation de manière suffisamment approfondie dans leur soumission. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, Canada demande :

- Le soumissionnaire doit adresser paragraphe par paragraphe l'Énoncé des travaux (EDT), en indiquant "conforme, compris, noté ou non-applicable" selon le cas. Le soumissionnaire doit indiquer clairement et pour chaque critère le numéro de l'alinéa et de la page du passage où le sujet visé est traité dans la soumission.
- Le soumissionnaire doit reprendre les sujets dans l'ordre de l'Énoncé des spécifications techniques, sous les mêmes rubriques.
- Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent rappeler différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page du passage où le sujet visé est déjà traité.

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les exigences obligatoires suivantes doivent être respectées pour que la soumission soit évaluée :

- a) la conformité technique aux présentes;
- b) les demandes de soumissions doivent inclure tous les produits livrables.

Le simple fait d'énoncer la conformité à une exigence est insuffisant. Les soumissionnaires doivent présenter une proposition bien organisée et imprimée (non manuscrite) qui comprend toute l'information technique et descriptive dans le but de clairement démontrer qu'ils sont conformes à tous les éléments de l'Énoncé des travaux (EDT) de l'annexe A et aux spécifications connexes.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Les réponses seront évaluées selon une base simple et rigoureuse de réussite ou d'échec. Les propositions qui ne répondent pas à tous les critères obligatoires figurant à l'annexe A – Énoncé des travaux seront jugées non recevables et seront rejetées d'emblée.

Dans sa soumission, le soumissionnaire doit clairement fournir le nom et les curriculum vitae des ressources suivantes :

- le contremaître;
- le technicien en électronique;
- l'ingénieur en structures;
- le gréeur.

La soumission technique doit être présentée dans le même format que l'Énoncé des travaux (EDT) de l'annexe A et clairement expliquer et démontrer de quelle façon le soumissionnaire propose de répondre aux besoins et de réaliser les travaux.

La soumission technique et les soumissions de gestion et du soutien seront évaluées conformément à la pièce jointe 1 de la partie 4 – Matrice des critères techniques obligatoires.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Les propositions financières seront évaluées en dollars canadiens, les taxes applicables en sus, rendus droits acquittés (Destination), les droits de douanes et la taxe d'accise sont inclus.

Les exigences obligatoires suivantes seront prises en considération lors de l'évaluation des soumissions :

Conformité à la base d'établissement de prix; et
Les prix doivent être soumis pour tous les articles figurant à l'annexe B, Base de Paiement.

4.2. Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable.

La soumission recevable dont le prix global évalué est le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 - MATRICE DES CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Pour que sa proposition soit prise en considération, le soumissionnaire doit respecter les critères techniques obligatoires ci-dessous. Dans sa proposition, il doit démontrer clairement qu'il satisfait à tous les critères techniques obligatoires. Il doit fournir la documentation nécessaire pour démontrer la conformité aux exigences, y compris toute la documentation pertinente qui décrit les services techniques offerts et qui prouve la conformité. Chaque critère technique obligatoire doit être abordé séparément et dans l'ordre présenté ci-dessous.

Les soumissions qui ne satisfont pas aux critères obligatoires, en tout ou en partie, seront rejetées.

	CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES	CONFORME (OUI/NON)	JUSTIFICATION <i>Le soumissionnaire doit fournir une déclaration de conformité.</i>	RENGOI <i>Le soumissionnaire doit fournir une description ou un renvoi à la proposition (n° de section ou de page).</i>
O1	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il comprend les exigences présentées dans l'énoncé des travaux et expliquer la manière dont il satisfait à ces exigences. Il doit démontrer sa capacité à exécuter les travaux d'une façon complète, concise et claire.			
O2	Le soumissionnaire doit démontrer que l'entité juridique qui présente la soumission possède un minimum de 10 années d'expérience, acquises au cours des 10 années qui précèdent la date de clôture de la demande de soumissions, en travaux nécessaires à l'exécution et à l'appui des services de maintenance et de soutien (SMS) des antennes, des bâtiments d'antenne, des pylônes et des antennes paraboliques ainsi que des câbles qui composent l'infrastructure de communication nationale stratégique. Pour prouver qu'il respecte ce critère, le soumissionnaire doit fournir un résumé du ou des contrats pertinents, qui porte notamment sur la durée, la valeur pécuniaire, la nature des travaux, le type de systèmes d'antennes concernés, la résolution d'au moins deux situations d'urgence et le ou les clients.			
O3	Le soumissionnaire doit s'occuper de tout transport jusqu'aux installations. Il peut s'agir de prendre des vols commerciaux, de louer des véhicules à l'emplacement spécifié, de conduire des véhicules de fonction pendant des			

	CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES	CONFORME (OUI/NON)	JUSTIFICATION <i>Le soumissionnaire doit fournir une déclaration de conformité.</i>	RENGVOI <i>Le soumissionnaire doit fournir une description ou un renvoi à la proposition (n° de section ou de page).</i>
	périodes prolongées ou, dans le cas du Nord, d’affréter un avion pour un lieu isolé.			
O4	<p>Outils et équipement</p> <p>L'équipe doit avoir en sa possession, en tout temps, du matériel de montage de poteaux, des équipements d'essai, des outils à main, des manuels, des équipements antichute, une trousse de sauvetage, des équipements de protection individuelle (EPI), des procédures opérationnelles réglementaires (POR) et tout autre élément nécessaire à l'exécution des travaux.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir une liste détaillée (par numéro de modèle) de l'équipement de maintenance de pylône et d'antenne type ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) tensionmètre; b) tachéomètre; c) mégohmmètre; d) analyseur de spectre; e) réflectomètre temporel (TDR); f) dispositif de contrôle des radiofréquences (RF); g) cabestan de treuil; h) palan. <p>Le soumissionnaire doit également remettre une description démontrant que la ou les équipes connaissent bien l'équipement, et que ce dernier sera utilisé uniquement par du personnel qualifié.</p>			
O5	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède la capacité de fournir tout l'équipement de fabrication et de soudage qui servira à réparer et à renforcer les pylônes et à fabriquer des supports d'antennes personnalisés, des protections anti-escalade, etc.</p>			

	CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES	CONFORME (OUI/NON)	JUSTIFICATION <i>Le soumissionnaire doit fournir une déclaration de conformité.</i>	RENGOI <i>Le soumissionnaire doit fournir une description ou un renvoi à la proposition (n° de section ou de page).</i>
O6	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il dispose de tous les EPI requis, tels que les baudriers, les longes, les dispositifs de protection de l'ouïe, des yeux et des pieds, les vêtements de haute visibilité, les casques de protection, etc. Il doit disposer de dispositifs de communication opérationnels (p. ex., téléphone satellite, radios bidirectionnelles ou téléphone cellulaire) lorsqu'il travaille dans des régions éloignées.			
O7	<p>Équipement et programme de sécurité</p> <p>Le soumissionnaire doit disposer d'un programme de formation en sécurité qui met l'accent sur la partie II du CCT, le DORS/86-304 et la norme CSA Z259 (ou versions ultérieures) du point de vue d'un inspecteur de pylône et d'un monteur.</p> <p>Le soumissionnaire doit remettre un exemplaire de son dossier de sécurité, dans lequel il décrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la portée et la politique de son programme de sécurité; b) ses normes en matière de formation, la fréquence des formations, la conformité au programme et la vérification; c) ses normes d'inspection de l'équipement; d) les procédures de travail, de sauvetage et d'urgence avec la liste des équipements. 			
O8	<p>Le soumissionnaire doit désigner un contremaître sur place qui possède au moins 6 années d'expérience, acquises au cours des 8 dernières années, dont les 3 dernières en tant que chef d'équipe d'installation et de maintenance de systèmes d'antennes hyperfréquences, UHF, VHF et de radiodiffusion.</p> <p>Le soumissionnaire doit remettre le curriculum vitae du contremaître, qui comprend son expérience, ses diplômes, ses certifications et ses titres de compétence.</p>			

	CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES	CONFORME (OUI/NON)	JUSTIFICATION <i>Le soumissionnaire doit fournir une déclaration de conformité.</i>	RENGOI <i>Le soumissionnaire doit fournir une description ou un renvoi à la proposition (n° de section ou de page).</i>
O9	<p>Le soumissionnaire doit fournir un technicien en électronique qui possède un diplôme de technicien en électronique et au moins 5 années d'expérience pertinente en électronique et en mise à l'essai. Le technicien doit plus particulièrement posséder au moins 4 années d'expérience, acquises au cours des 8 dernières années, en systèmes d'antennes satellitaires, hyperfréquences, UHF et VHF.</p> <p>Le soumissionnaire doit remettre le curriculum vitae du technicien en électronique, qui comprend son expérience, ses diplômes, ses certifications et ses titres de compétence.</p>			
O10	<p>Le soumissionnaire doit fournir un ingénieur de structures (ing.) qui est un employé à temps plein de l'entrepreneur qui présente une offre, et non un employé temporaire ou en sous-traitance.</p> <p>Le soumissionnaire doit remettre le curriculum vitae de l'ingénieur (ing.), qui comprend son expérience, ses diplômes, ses certifications et ses titres de compétence.</p> <p>Il doit remettre toutes les copies des certificats et cartes de compétence appropriés à l'appui des approbations requises pour effectuer ces travaux.</p> <p>L'ingénieur de structures doit posséder un minimum de 7 années d'expérience dans la conception et l'inspection des pylônes selon la norme CSA S37 et être en mesure d'obtenir le titre d'ingénieur professionnel dans les provinces désignées.</p>			
O11	Le soumissionnaire doit désigner un monteur sur place qui a suivi au moins une formation sur le travail en hauteur ou sur la protection contre les chutes et qui possède au moins 2 années d'expérience pertinente de travail sur les			

	CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES	CONFORME (OUI/NON)	JUSTIFICATION Le soumissionnaire doit fournir une déclaration de conformité.	RENGOI Le soumissionnaire doit fournir une description ou un renvoi à la proposition (n° de section ou de page).
	pylônes et les systèmes d'antennes satellitaires, hyperfréquences, UHF et VHF, notamment. Le soumissionnaire doit remettre le curriculum vitae du monteur, qui comprend son expérience, ses diplômes, ses certifications et ses titres de compétence.			
O12	Le soumissionnaire doit fournir un organigramme du détachement mobile de réparation (dét. MR) qui énumère tous les membres du personnel, indique leurs rôles et les tâches qu'ils vont accomplir, et fournit les détails de leur expérience de travail liée aux éléments a) à c) ci-dessous : a) montage d'antennes sur des pylônes; b) transport, assemblage et installation de tours radio autoportantes et de socles; c) maintenance des systèmes d'antennes VHF et UHF. 1			
O13	Le soumissionnaire doit démontrer, à la clôture des soumissions, que son système de gestion de la qualité est certifié ISO 9001:2015 (ou version ultérieure) en fournissant un exemplaire du certificat signé.			
O14	Le soumissionnaire doit remettre un exemplaire d'un rapport final, comme le décrit le paragraphe 3.7, Rapports, de l'EDT qui porte sur les SMS des systèmes d'antennes hyperfréquences, UHF, VHF et de radiodiffusion de la GRC (ou similaires). Le rapport doit inclure les éléments suivants : a) le numéro du projet, le lieu, l'adresse ou les coordonnées de l'emplacement, le nom des membres de l'équipe et la date; b) une introduction et une description générale;			

	CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES	CONFORME (OUI/NON)	JUSTIFICATION <i>Le soumissionnaire doit fournir une déclaration de conformité.</i>	RENGOI <i>Le soumissionnaire doit fournir une description ou un renvoi à la proposition (n° de section ou de page).</i>
c)	les tensions (s'il y a un hauban), l'alignement vertical (aplomb et torsion), la mesure de mise à la terre et le rapport d'onde stationnaire (ROS) initiaux;			
d)	la procédure d'exécution du travail, les observations et les réparations effectuées;			
e)	les résultats des essais (le cas échéant) et des photos;			
f)	les dessins et les spécifications (le cas échéant);			
g)	les recommandations et les lacunes, ainsi qu'une liste détaillée des pièces pour les travaux futurs;			
h)	les tensions (s'il y a un hauban), l'alignement vertical et le ROS finaux;			
i)	les registres relatifs au matériel et au temps;			
j)	l'acceptation des tâches.			

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable, ou sera considéré comme un manquement au contrat.

5.1 Attestations obligatoires exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire il atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

Signature

Date

5.1.3 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

soumissionnaire garantit que les chaque individu qu'il a préposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

Signature

Date

5.1.4 Attestation de conformité

En soumettant sa proposition, le soumissionnaire atteste qu'il comprend et se conforme à l'Énoncé des spécifications techniques, à l'Énoncé de travail, aux normes et caractéristiques d'ingénierie électronique, ainsi qu'aux documents de soutien qui font partie intégrante du besoin.

Signature

Date

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée »

(http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe G Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestation des caractéristiques environnementales générales

Le soumissionnaire doit sélectionner et remplir l'une des deux déclarations suivantes aux fins d'attestation

A) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire est inscrit ou rencontre la norme ISO 14001.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

OU

B) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire satisfait et continuera de satisfaire, pendant toute la durée du contrat, à un minimum de quatre (4) des six (6) critères identifiés dans le tableau ci-dessous.

Le soumissionnaire doit indiquer qu'il satisfait à un minimum de quatre (4) critères.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation des soumissionnaires	Insérez un crochet pour chaque critère qui est respecté.
Favorise un environnement sans papier au moyen de directives, procédures et / ou programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des activités quotidiennes, excepté lors d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé dans le cadre des activités quotidiennes est composé d'un minimum de 30% de matières recyclées et possède une certification de la gestion durable des forêts.	
Utilise préférentiellement des encres écologiques et achète des cartouches d'encre réusinées ou cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	
Des bacs de recyclage pour le papier, le papier journal, le plastique et l'aluminium sont disponibles et vidés régulièrement conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50% de matériel de bureau détient une certification écoénergétique.	

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1. Exigences relatives à la sécurité

Une autorisation d'accès à l'établissement est requise avant la tenue de la visite des lieux et avant l'accès à l'établissement. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Partie 7, clause 7.3, Exigences relatives à la sécurité.

6.2. Capacité financière

1. Exigences en matière de capacité financière : Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante pourra, dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des soumissions. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.
 - (a) Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
 - (b) Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1.a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
 - (c) Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :
 - (i) le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);
 - (ii) les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
 - (d) Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
 - (e) Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
 - (f) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des

détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

(g) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre du besoin. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

2. Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.
3. Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à f) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.
4. **Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC:** Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par le Groupe d'analyse des coûts et des prix du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :
 - (a) le soumissionnaire indique par écrit à l'autorité contractante les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
 - (b) le soumissionnaire autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin.

Il incombe au soumissionnaire de confirmer auprès de l'autorité contractante que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.
5. **Autres renseignements :** Le Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du soumissionnaire.
6. **Confidentialité :** Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1)b) et c).
7. **Sécurité :** Pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire peut lui offrir, aux frais du soumissionnaire (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé du besoin

Les travaux à réaliser dans le cadre du présent besoin consistent à soutenir et à fournir les services de maintenance et de soutien des antennes, des bâtis d'antenne, des tours, des antennes paraboliques et du câblage de télécommunication qui constituent l'infrastructure stratégique nationale de communication utilisée par la GRC.

Le besoin porte sur la prestation de services de réparation, d'entretien, d'étalonnage, de mise à l'essai, de modification, d'assemblage, de désassemblage, d'emballage, d'ingénierie, d'instruction et de soutien destinés à une vaste gamme d'antennes réparties à l'échelle du Canada.

L'entrepreneur devra réaliser les travaux décrits à l'annexe A – Énoncé des travaux (EDT).

7.1.1 Biens ou services en option

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits, dans la présente, selon les mêmes conditions et aux prix et aux taux établis dans le contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante, et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, en tout ou en partie, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut se prévaloir de l'option à n'importe quel moment avant la date d'échéance du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

Seule l'autorité contractante peut exercer l'option, et celle-ci sera exercée au moyen d'une modification de contrat officielle.

7.1.2 Autorisation de tâches

La totalité des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat

7.1.2.1 Processus d'autorisation des tâches

1. Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du « Formulaire PWGSC-TPSGC 572 d'autorisation des tâches » tel que spécifié à l'annexe C.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les 14 jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par le responsable technique. L'entrepreneur reconnaît qu'avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

7.1.2.2 Limite d'autorisation de tâches

L'**autorité technique / chargé de projet** peut approuver des autorisations de tâche individuelle d'une valeur maximale de **(\$ à insérer au moment de l'attribution du contrat)**, taxes applicables incluses, y compris toute modification.

L'**autorité technique / chargé de projet** enverra alors un exemplaire de l'autorisation de tâche à l'**autorité contractante**.

Une autorisation de tâche qui dépasserait cette limite doit être approuvée par l'**autorité contractante** avant d'être émise.

7.1.2.3 Rapports périodiques d'utilisation - Contrats avec autorisation de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre; et

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les dix (10) jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre :

Pour chaque AT autorisée:

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

Pour toutes les AT autorisées:

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;

- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat> publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2035 (2022-05-12) Conditions générales - besoins plus complexes de services.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

4001 (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel; s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.3 Clauses du guide des CCUA

B1501C (2018-06-21)	Appareillage électrique
A9068C (2010-01-11)	Emplacement - règlements
A2000C (2006-06-16)	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
A2001C (2006-06-16)	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.3 Exigences relatives à la sécurité

Le personnel de l'entrepreneur est tenu de suivre le document relatif à la sécurité joint à l'annexe D (LVERS et guide sur la sécurité de la GRC) qui s'applique et fait partie du contrat.

Il a été déterminé que le niveau de sécurité nécessaire pour accomplir ces travaux est le niveau d'accès 3 aux installations de la GRC, accompagné par un membre du personnel des Services techniques, émis par l'autorité de sécurité de la GRC.

7.3.1 Autorisation d'accès au site

L'entrepreneur doit soumettre une liste de tout le personnel présent sur le site cinq (5) jours avant le début des travaux.

Le personnel de l'entrepreneur doit obtenir une cote de sécurité valide avant d'accéder au site pour réaliser les travaux.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

Le présent contrat entre en vigueur à la date d'attribution. La « **durée du contrat** » est la période pendant laquelle l'entrepreneur doit effectuer les travaux, qui comprennent :

- la « **durée initiale du contrat** », qui débute à la date d'attribution du contrat et se termine trois (3) années plus tard;
- la période au cours de laquelle le contrat est prolongé conformément aux options qui y sont indiquées.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

7.4.1.1 Date de livraison

Les travaux réalisés en vertu du contrat seront exécutés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâche. Les travaux doivent être conformes à la portée du contrat et exécutés comme ils sont décrits dans l'autorisation de tâche.

7.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada une option irrévocable lui permettant de prolonger la durée du contrat de quatre (4) périodes additionnelles d'un (1) an chacune, selon les mêmes modalités et conditions. L'entrepreneur accepte d'être payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement durant la période de prolongation du contrat.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.4.2 Livraison

1) Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé, et livrés :

DDP Rendu droits acquittés à l'emplacement ou aux emplacements définis dans l'AT, selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un fournisseur commercial.

7.4.2.1 Inspection et acceptation

1) Inspection

L'inspection sera effectuée par l'autorité technique / chargé de projet son représentant autorisé à destination.

2) Acceptation finale

(a) L'entrepreneur devra présenter les travaux, pour acceptation finale, lorsqu'ils auront été conçus, fabriqués, livrés et installés sur les lieux et qu'ils auront subi avec succès tous les essais, en respectant rigoureusement les spécifications et les modalités du contrat; l'entrepreneur doit aussi avoir terminé les travaux en conformité avec toutes les modalités du contrat.

(b) Après la vérification, l'autorité technique / chargé de projet avisera par écrit l'entrepreneur de l'acceptation finale, cet avis sera l'acceptation finale.

L'inspection et l'acceptation finales se feront à destination, lorsque tous les biens seront livrés et les services rendus, et après que toutes les lacunes identifiées par l'autorité technique / chargé de projet soient corrigées et acceptées.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom: **Robert (Bob) Dubé**
Titre : **Spécialiste en approvisionnement**

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction de l'approvisionnement des produits industriels et des véhicules (DAPIV)
Division HN
L'Esplanade Laurier (LEL)
140, rue O'Connor, Tour Est, pièce 4133
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: **(613) 296-1526**
Télécopieur : **(613-943-7620**
Courriel: **robert.dube@tpsgc-pwgsc.gc.ca**

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Autorité technique / Chargé de projet

L'autorité technique / chargé de projet pour le contrat est:

(À compléter lors de l'attribution du contrat)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

L'autorité technique / chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec l'autorité technique / chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

(À compléter lors de l'attribution du contrat)

Renseignements généraux	Suivi de la livraison
Nom: _____ Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur: _____ Courriel : _____	Nom: _____ Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur: _____ Courriel : _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

7.5.4 Demandes de services non urgentes et de services de garantie

La personne-ressource avec qui communiquer pour les demandes de services non urgentes et de services de garantie qui doivent être effectuées sur place, au besoin, est la suivante :

(À compléter lors de l'attribution du contrat)

Temps réponse : _____
Nom: _____
Numéro de téléphone : _____
Numéro de télécopieur: _____
Courriel : _____

7.5.5 Demandes de services d'urgence

À la demande de la GRC, l'entrepreneur sera tenu de fournir des services d'urgence qui ne sont pas visés par la disposition de garantie dans les conditions générales 2035 pour la durée du contrat. L'équipe d'urgence doit alors être payée selon les taux indiqués dans le présent document. Le délai d'intervention doit être inférieur à quatre (4) heures. Voici le nom de la personne avec qui communiquer :

(À compléter lors de l'attribution du contrat)

Nom: _____
Numéro de téléphone : _____
Numéro de télécopieur: _____
Courriel : _____

7.6 Paiement

7.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur se verra payer un prix unitaire ferme, pour l'équipement, l'installation, la mise à l'essai et les frais de déplacement tel qu'il est précisé dans le contrat. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.

L'entrepreneur sera payé selon les taux horaires fermes suivants pour la main-d'œuvre liés aux travaux exécutés en vertu du contrat. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.

Autorisation de tâches

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT) approuvée, comme ils ont été déterminés conformément à la base de paiement qui figure à l'annexe B, jusqu'à la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

Déplacement pour effectuer des travaux liés à une autorisation de tâches

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés »

Tout voyage doit recevoir l'autorisation préalable de l'autorité technique / chargé de projet. Tous les paiements sont assujettis à une vérification des comptes par le gouvernement.

Aux fins du présent contrat, une journée est définie comme 7.5 heures de travail, excluant les repas et pauses. Le paiement sera effectué pour les jours effectivement travaillés, sans provision pour les congés annuels, les jours fériés et congé de maladie. Si le temps travaillé est supérieur ou inférieur à un jour, le taux journalier fixe tout compris doit être calculé au prorata selon le temps réel travaillé.

Coût total estimé des frais autorisés de déplacement et de subsistance: (sera inséré à l'attribution du contrat)

7.6.2 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.6.3 Limite des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de **(à compléter lors de l'attribution du contrat) \$**. Les droits de douane et les taxes applicables sont inclus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.6.4 Vérification discrétionnaire

L'attestation de l'entrepreneur à l'effet que le prix ou taux indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix ou taux demandé à toute personne, y compris au meilleur client de l'entrepreneur, pour des biens, services ou les deux

de qualité et de quantité semblables, peut faire l'objet d'une vérification des comptes par le gouvernement, à la discrétion du Canada, avant ou après que l'entrepreneur n'ait été payé.

Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée après que le paiement ait été versé à l'entrepreneur, ce dernier doit, à la discrétion du Canada, rembourser au Canada le montant qui est supérieur au plus bas prix ou taux ou autoriser le Canada à retenir le montant en le déduisant de toute somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat.

Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée avant que le paiement ne soit effectué, l'entrepreneur convient que le Canada ajustera les factures en suspens, en fonction des résultats de la vérification. En outre, il est entendu que si le contrat est toujours en vigueur au moment de la vérification, le prix ou taux sera réduit en fonction des résultats de la vérification des comptes.

7.6.5 Contrôle du temps

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur ait été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur devra rembourser, à la demande du Canada, tout paiement en trop.

7.7 Demande de paiement progressif et instructions relatives à la facturation

7.7.1 Demande de paiement progressif

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter:

- a. toute l'information exigée sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#);
- b. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- c. une liste de toutes les dépenses;
- d. les dépenses plus le profit ou les honoraires calculés au prorata;
- e. la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.

Chaque demande doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
 - b. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
 - c. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
 3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et les envoyer à l'autorité technique / chargé de projet identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux. L'autorité technique / chargé de projet fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.
 4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

7.7.2 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.
2. En soumettant les factures, l'entrepreneur certifie que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes à la base de paiement du contrat, y compris les frais pour les travaux effectués par des sous-traitants.

7.7.3 Méthode de paiement

7.7.3.1 Paiements multiples

Clause du guide des CCUA [H1001C](#) (2008-05-12) Paiements multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.7.3.2 Frais de déplacement de subsistance

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du [Conseil national mixte](#) et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés »

REMARQUE IMPORTANT CONCERNANT LE TEMPS DE DÉPLACEMENT

L'entrepreneur doit désigner un lieu central dans chaque région, aux fins du calcul de la distance que devra parcourir l'équipe de réparation mobile. Les frais de déplacement de cette équipe seront remboursés de la façon suivante :

- L'entrepreneur sera responsable des coûts encourus pour les déplacements locaux. Par déplacements locaux, on entend tout déplacement dans un rayon de 100 km à partir du lieu central désigné ou du domicile de la ressource assignée vers l'emplacement des travaux, selon la distance la plus courte.
- Le temps de déplacement sera limité à 50 % du tarif horaire de chaque ressource.
- Le temps que consacre un contractuel à ses déplacements à destination et au départ des lieux de travail préautorisés (pas pour son trajet quotidien) qui se trouvent à plus de 100 kilomètres de son lieu de travail peut être facturé à 50 % du taux horaire ferme conformément à la formule suivante :

(heures de déplacement X 50 % du tarif horaire ferme).

- Il faut obtenir l'autorisation de l'autorité technique / chargé de projet de la GRC pour tous les frais de déplacement et de subsistance.

- Les frais de déplacement et de subsistance autorisés seront remboursés sur présentation d'un état détaillé accompagné des reçus appropriés. Tout paiement peut faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

Le gouvernement du Canada n'acceptera aucuns frais de déplacement et de subsistance engagés dans tout contrat subséquent par l'entrepreneur à cause d'un déménagement des ressources nécessaires pour respecter ses obligations contractuelles.

7.8 Attestations

7.8.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.8.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires :
 - (i) 4001 (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel;
- (c) les conditions générales 2035 (2022-05-12), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- (d) Annexe A, Énoncé des travaux (EDT);
- (e) Annexe B, Base de paiement;
- (f) Annexe C, les autorisations de tâches signées et incluant les annexes;
- (g) Annexe D, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (h) Annexe E, Exigences d'assurance; et
- (i) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat* : « clarifiée le

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

_____ « **ou** », modifiée le _____ » **et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications).**

7.11 Assurance – Exigences spécifiques

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences en matière d'assurance précisées à l'annexe E, et doit maintenir la couverture d'assurance requise pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la protection et confirmant que la police d'assurance est conforme aux exigences et est en vigueur. Pour les entrepreneurs établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. Pour les entrepreneurs établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.12 Installations de l'entrepreneur

L'autorité contractante et l'autorité technique / chargé de projet, ou leurs représentants autorisés, devront avoir accès à l'usine de l'entrepreneur et à tous les autres établissements dans lesquels on exécute les processus pertinents.

7.13 Retard causé par Canada

Dans l'éventualité où une équipe de réparation mobile se présente sur les lieux, mais n'est pas capable d'effectuer le travail en raison de retards causés par le Canada sur les lieux, l'entrepreneur doit en informer immédiatement l'autorité technique / chargé de projet.

7.14 Service après-vente

L'entrepreneur atteste qu'il est en mesure d'assurer le service après-vente, suivant la période de garantie, en plus d'être doté du personnel et des installations nécessaires pendant la durée de l'espérance de vie de cet équipement.

7.15 Pièces de rechange pour l'espérance de vie de l'équipement

Selon l'une des conditions du contrat subséquent, l'entrepreneur s'engage à fournir des pièces de rechange pour l'équipement proposé pendant la durée de l'espérance de vie de cet équipement.

Nombre d'année de vie de l'équipement: **(sera indiqué lors de l'attribution du contrat)** ans

Si l'entrepreneur cesse de fabriquer l'équipement acheté pendant la durée pour l'espérance de vie, il devra donner au Canada un préavis suffisant pour lui permettre d'acheter des pièces de rechange jusqu'à la fin de l'espérance de vie de l'équipement ou, à la discrétion du Canada, il devra prendre des dispositions satisfaisantes avec un tiers pour constituer une source permanente d'approvisionnement en pièces de rechange ou pour fournir au Canada, sans frais, une licence non exclusive et sans redevances qui lui permettra de fabriquer et de faire fabriquer des pièces de rechange pour ses propres besoins, en plus de lui fournir des copies de l'ensemble des

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

dessins, des documents techniques, des spécifications, des instructions de fabrication et des modèles nécessaires à la fabrication des pièces de rechange.

7.16 Divulgence des renseignements

L'entrepreneur devra garder confidentiels et ne devra ni publier, ni réutiliser, diffuser, divulguer ou communiquer à des tiers les renseignements originaux ou de base se rapportant au dessins des systèmes installés, aux dessins des établissements et aux manuels, sauf dans les cas qui pourront être jugés nécessaires pour permettre d'exécuter les travaux en vertu du contrat; dans ces cas, l'entrepreneur devra imposer la même obligation de confidentialité à toutes les personnes auxquelles l'information sera divulguée.

7.17 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

ANNEXE "A" - ÉNONCÉ DES TRAVAUX (EDT)

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA (GRC)

ÉNONCÉ DES TRAVAUX (EDT)

POUR

LES SERVICES DE MAINTENANCE ET DE SOUTIEN (SMS)

**DES SYSTÈMES D'ANTENNES SATELLITAIRES, UHF, VHF, HF ET
HYPERFRÉQUENCES ET LEURS BÂTIS**



Table des matières

<u>1.0</u>	<u>Portée des travaux</u>	40
<u>1.1</u>	<u>Objet</u>	40
<u>1.2</u>	<u>Contexte</u>	40
<u>1.3</u>	<u>Terminologie</u>	40
<u>2.0</u>	<u>Spécifications et documents pertinents</u>	40
<u>3.0</u>	<u>Exigences</u>	40
<u>3.1</u>	<u>Généralités</u>	40
<u>3.2</u>	<u>Attribution des travaux</u>	41
<u>3.3</u>	<u>Détachement mobile de réparation (dét. MR)</u>	41
<u>3.3.1</u>	<u>Dét. MR acceptable</u>	41
<u>3.3.2</u>	<u>Expérience des membres de l'équipe</u>	41
<u>3.3.3</u>	<u>Outils et équipement</u>	42
<u>3.4</u>	<u>Comportement des employés sur les sites de la GRC</u>	42
<u>3.5</u>	<u>Hébergement et repas</u>	42
<u>3.6</u>	<u>Nettoyage des lieux</u>	42
<u>3.7</u>	<u>Rapports</u>	43
<u>3.7.1</u>	<u>Généralités</u>	43
<u>3.8</u>	<u>Enquêtes spéciales et études techniques (ESET)</u>	43
<u>4.0</u>	<u>Remarques</u>	43
<u>4.1</u>	<u>Performance et fiabilité</u>	43
<u>4.2</u>	<u>Normes de réparation et de maintenance</u>	43
<u>4.2.1</u>	<u>Réparations mineures</u>	44
<u>4.2.2</u>	<u>Réparations majeures</u>	44
<u>4.2.3</u>	<u>Données techniques</u>	44
<u>5.0</u>	<u>Enquête</u>	44
<u>5.1</u>	<u>Rapport d'état non satisfaisant (RENS)</u>	44
<u>5.2</u>	<u>Pièces fabriquées localement</u>	44
<u>5.3</u>	<u>Pièces produites localement</u>	44
<u>6.0</u>	<u>Composants de rechange</u>	44
<u>6.1</u>	<u>Autorisation</u>	44

<u>7.0</u>	<u>Étalonnage de l'équipement d'essai</u>	45
<u>7.1</u>	<u>Sceau d'étalonnage</u>	45
	<u>Appendice A : EMPLACEMENT DES PYLÔNES ET DONNÉES DE MAINTENANCE</u>	46
	<u>Appendice B : SPÉCIFICATION DE MAINTENANCE D'ANTENNES (INSPECTIONS, ESSAIS ET RÉPARATIONS MINEURES)</u>	67
	<u>B1.1 Exigences générales</u>	67
	<u>B1.2 Exigences particulières</u>	68
	<u>B1.3 Exigences relatives aux essais</u>	68
	<u>B2.0 Maintenance d'antennes</u>	69
	<u>B2.1 Pylônes et bâtis</u>	70
	<u>B2.2 Fixations</u>	70
	<u>B2.3 Systèmes et inspection</u>	70
	<u>B3.0 Exigences spéciales</u>	71
	<u>B3.1 Spécifications et références pertinentes</u>	71
	<u>Appendice C : SPÉCIFICATIONS ET DOCUMENTATION</u>	73
	<u>Appendice D : sigles et définitions</u>	74

1.0 Portée des travaux

1.1 Objet

Le présent énoncé des travaux (EDT) décrit les exigences liées aux travaux nécessaires à l'exécution et à l'appui des services de maintenance et de soutien (SMS) des antennes, des bâtis d'antenne, des pylônes et des antennes paraboliques ainsi que des câbles qui composent l'infrastructure de communication nationale stratégique de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

1.2 Contexte

La GRC a besoin de services de réparation, d'étalonnage, de mise à l'essai, de modification, d'installation, de désassemblage, d'emballage, d'ingénierie, d'instruction et de soutien destinés à une vaste gamme de systèmes d'antennes répartis dans tout le Canada. Le responsable technique (RT) se réserve le droit de modifier la quantité et l'emplacement du matériel indiqué à l'appendice A.

1.3 Terminologie

Les sigles et les définitions présentés à l'appendice D appuient le présent EDT et doivent être considérés comme de l'information complémentaire si on n'y fait pas référence dans le texte.

2.0 Spécifications et documents pertinents

Les spécifications et les documents actuels, ainsi que leurs révisions futures, font partie intégrante du présent contrat de SMS. Ils sont indiqués à l'appendice C, Spécifications et documents de maintenance pertinents, et à l'appendice B, Spécification de maintenance d'antennes (inspections, essais et réparations mineures).

3.0 Exigences

3.1 Généralités

Les travaux exécutés sur demande selon le présent EDT doivent notamment comprendre :

- a) les réparations, la maintenance et l'étalonnage à l'interne;
- b) la conception et la fabrication à l'interne de prototypes et la production, la reproduction et la prise en considération de modifications approuvées;
- c) le désassemblage en pièces de rechange à l'interne;
- d) les enquêtes techniques, les études techniques, les services d'ingénierie et de conception et l'attribution de travaux supplémentaires (ATS);
- e) les tâches du détachement mobile de réparation (dét. MR), notamment :
 - i. des inspections et des réparations mineures (comme le définit l'appendice B),
 - ii. des travaux et réparations supplémentaires exécutés pour éliminer des dangers ou respecter des exigences opérationnelles, conformément aux autorisations du RT ou de son représentant désigné au cours de l'inspection initiale ou de réparations mineures,
 - iii. des travaux majeurs sur le terrain, y compris des réparations mineures (voir les paragraphes a) et b) de l'appendice B), qui sont autorisés en vertu d'une autorisation des tâches et font suite à une inspection initiale et à des réparations mineures (article c) décrites dans le ou les rapports finaux,
 - iv. des travaux d'urgence ou d'autres travaux (une équipe de l'entrepreneur doit être

- v. sur place dans les 48 h suivant un avis du RT),
- vi. le désassemblage et l'entreposage de systèmes d'antennes à un emplacement, des enquêtes spéciales et des études techniques, géologiques et environnementales nécessaires à la collecte de données techniques pertinentes aux enquêtes spéciales,
- vii. la fourniture d'instructions à la GRC sur le gréage, l'abaissement et le montage d'antenne, les dispositifs d'accord d'antenne, les symétriseurs et les adaptateurs d'impédance d'antenne et les systèmes de commande d'antenne,
- viii. l'approvisionnement en fournitures, matériel et éléments de soutien fournis par l'entrepreneur (ME) et en pièces fabriquées à l'interne, les réparations apportées à du matériel fourni par le gouvernement (MFG), l'approvisionnement en matériel destiné aux enquêtes spéciales, l'assemblage de trousse de modifications, la reproduction de dessins et d'ordres techniques, l'emballage et l'entreposage de matériel, etc.

Les tâches du dét. MR constituent le principal élément du présent contrat de SMS. Après avoir reçu l'autorisation de la GRC, le dét. MR doit exécuter ses tâches conformément à l'entente conclue lors d'une consultation relative à un emplacement en particulier ou selon les instructions du RT lorsqu'il s'agit d'une situation d'urgence. Dans ce dernier cas, l'équipe de l'entrepreneur doit être sur place dans les 48 h suivant l'avis du RT. Les principaux emplacements des pylônes de communication sont indiqués à l'appendice A.

3.2 Attribution des travaux

L'entrepreneur doit effectuer tous les travaux relevant du présent contrat au moyen d'une autorisation de tâche autorisée et approuvée.

3.3 Détachement mobile de réparation (dét. MR)

3.3.1 Dét. MR acceptable

Pour exécuter toute tâche approuvée selon le contrat, le dét. MR doit être composé d'un contremaître désigné, d'un technicien d'entreprise en électronique satisfaisant aux exigences de la norme ISO 9001:2015 (ou d'une norme ultérieure) et de tout personnel qualifié supplémentaire nécessaire pour satisfaire aux exigences de la tâche.

3.3.2 Expérience des membres de l'équipe

Contremaître. Le contremaître désigné doit posséder au moins six (6) années d'expérience, acquises au cours des huit (8) dernières années, dont les trois (3) dernières en tant que chef d'équipe d'installation et de maintenance de systèmes d'antennes hyperfréquences, UHF, VHF et de radiodiffusion.

Technicien en électronique. Le technicien en électronique doit posséder un diplôme de technicien en électronique et au moins cinq (5) années d'expérience pertinente en électronique et en mise à l'essai. Il doit plus particulièrement posséder au moins quatre (4) années d'expérience, acquises au cours des huit (8) dernières années, en systèmes d'antennes satellitaires, hyperfréquences, UHF, VHF et de radiodiffusion.

Ingénieur. L'ingénieur doit être un employé à temps plein de la société contractante qui présente une offre, et non un employé temporaire ou en sous-traitance. L'ingénieur de structures doit posséder un minimum de

sept (7) années d'expérience dans la conception et l'inspection des pylônes selon la norme CSA S37 et être en mesure d'obtenir le titre d'ingénieur professionnel dans les provinces désignées, au besoin.

Monteur. Le monteur doit avoir suivi au moins une formation sur le travail en hauteur ou sur la protection contre les chutes et posséder au moins deux (2) années d'expérience pertinente de travail sur les pylônes et les systèmes d'antennes satellitaires, hyperfréquences, UHF et VHF, notamment.

Les personnes susmentionnées doivent satisfaire aux exigences de sécurité de l'emplacement.

3.3.3 Outils et équipement

En plus des outils d'entreprise courants, du matériel, de l'équipement des lignes de poteaux, de l'équipement d'essai, des manuels, de l'équipement antichute, de la trousse de sauvetage, de l'équipement de protection individuelle (EPI), des procédures opérationnelles réglementaires (POR) et de tout autre élément nécessaire à l'exécution des travaux, l'équipe doit avoir à sa disposition, en tout temps, les documents pertinents nécessaires à l'exécution des travaux.

3.4 Comportement des employés sur les sites de la GRC

L'entrepreneur doit se conformer aux consignes ci-dessous.

- a) Il incombe à l'entrepreneur, qui relève du représentant désigné de la GRC, de s'assurer que ses employés se comportent de façon appropriée et qu'ils suivent les instructions et les directives du représentant désigné de la GRC à ce sujet.
- b) À son arrivée à un poste ou à une base de la GRC, le personnel de l'entrepreneur doit signaler sa présence au représentant désigné de la GRC.
- c) Avant d'affecter son personnel à un poste de la GRC, l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel possède une connaissance générale de la structure organisationnelle du service de police en question.
- d) Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur doit rencontrer le représentant désigné de la GRC afin de lui faire un compte rendu oral des travaux effectués, et de signaler toute lacune importante et le moment où elle sera corrigée.

3.5 Hébergement et repas

L'hébergement et les repas sont à la charge de l'entrepreneur. En l'absence d'hébergement hors site, les installations de la GRC peuvent être utilisées pour les repas et l'hébergement par le personnel de l'entrepreneur au cours des travaux, à la discrétion de l'entrepreneur et avec l'accord du représentant désigné de la GRC. Ce dernier fournira sur demande des renseignements sur la disponibilité de ces installations.

L'hébergement et les repas ne sont généralement pas disponibles.

3.6 Nettoyage des lieux

L'entrepreneur doit laisser le site, les logements et les installations utilisés en bon ordre, à la satisfaction du représentant désigné de la GRC. Le personnel de l'entrepreneur ne doit laisser aucune trace de son passage sur le site. Tout matériel de surplus irrécupérable doit être retiré du site par l'entrepreneur. Le matériel récupérable doit être entreposé à l'endroit indiqué par le représentant désigné de la GRC.

3.7 Rapports

3.7.1 Généralités

Les rapports doivent être exacts et complets. Une fois les travaux précisés dans l'autorisation de tâche terminés et avant de quitter les lieux, l'entrepreneur doit vérifier tous les dossiers et en remettre un exemplaire au représentant de la GRC. Le ou les exemplaires seront signés par le représentant de la GRC et transmis au RT. L'entrepreneur doit rédiger les rapports suivants et les soumettre au RT :

- a. des rapports d'étape sur les tâches du projet doivent être transmis par télécopieur, par courriel ou par la poste, comme l'indique le contrat. Les rapports d'étape hebdomadaires doivent être numérotés consécutivement et comprendre le numéro du contrat, le numéro du projet, le nom du site et le nom de l'expéditeur. L'entrepreneur doit indiquer la date d'arrivée dans le premier rapport et les dates approximatives d'achèvement des travaux dans les messages subséquents. Il doit transmettre des messages distincts à son arrivée sur les lieux et lorsqu'il les quitte;
- b. des rapports de tâches finaux (une copie papier et une copie électronique), lesquels doivent notamment comprendre tous les renseignements permettant au lecteur de déterminer les travaux exécutés, la maintenance corrective apportée et les matériaux utilisés, ainsi que les photographies avant et après, les résultats des essais (ROS), les futures exigences de travail, les futures exigences de matériel et les recommandations. Tous les rapports finaux doivent comprendre l'énoncé indépendant ci-dessous.
 - (i) Le présent document appartient à la GRC. Son contenu ne doit être révélé qu'aux organismes et aux personnes autorisés. Les essais et les illustrations, qu'ils prennent la forme de photographies, de graphiques ou de diagrammes, demeurent la propriété de la GRC et ne peuvent être reproduits, en tout ou en partie, sans l'approbation préalable de la GRC, SRN Ottawa.
 - (ii) Le présent rapport contient des renseignements et des recommandations quant à la performance, à la conception et au fonctionnement de l'équipement. Ces recommandations, de pair avec d'autres renseignements pertinents, sont évaluées par la Direction générale de la GRC. Celle-ci communique aux unités, par le biais d'ordres techniques, les recommandations adoptées. L'autorisation du RT est requise avant d'adopter toute recommandation ou modification proposée dans le présent document.

3.8 Enquêtes spéciales et études techniques (ESET)

Une fois l'autorisation de tâches approuvée, l'entrepreneur doit effectuer des ESET. Il doit également fournir des données techniques pertinentes aux enquêtes, y compris des dessins reproductibles, au besoin.

4.0 Remarques

4.1 Performance et fiabilité

En l'absence d'un plan d'inspection ou si un plan est jugé inapproprié par l'entrepreneur ou par le RT, l'entrepreneur doit soumettre au RT ses normes de performance et de fiabilité afin de les faire approuver avant de commencer les travaux.

4.2 Normes de réparation et de maintenance

L'entrepreneur doit réparer et mettre à l'essai chaque système et en assurer la maintenance conformément

aux spécifications énumérées dans le contrat.

4.2.1 Réparations mineures

Les réparations mineures de chaque système comprennent un nettoyage complet de toutes les connexions électriques, une inspection de tous les composants mécaniques et électriques, une inspection des relâchements et des tensions et les essais nécessaires pour localiser et identifier les défauts et les défaillances, afin de déterminer l'étendue des réparations et les pièces de remplacement nécessaires.

4.2.2 Réparations majeures

Les réparations majeures comprennent la réparation de toute défaillance électrique, mécanique et structurale, ainsi que les modifications conformes à l'autorisation de tâche et nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement.

4.2.3 Données techniques

Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir toutes les spécifications et les spécifications de maintenance indiquées à l'appendice C du présent EDT. Il doit négocier avec la GRC pour obtenir les dessins ou les spécifications de fabricants liées à des articles exclusifs ou commerciaux, au besoin. Tous les renseignements deviennent la propriété de la GRC et des exemplaires doivent être remis au RT. Tous les documents techniques utilisés pour les SMS doivent être approuvés par le RT avant le début des travaux.

5.0 Enquête

5.1 Rapport d'état non satisfaisant (RENS)

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport technique final lorsqu'il est chargé d'enquêter sur un RENS. Des exigences supplémentaires peuvent être précisées dans l'autorisation de tâche.

5.2 Pièces fabriquées localement

L'entrepreneur doit avoir la capacité et les installations nécessaires pour fabriquer certaines pièces pour la réparation temporaire de structures de pylônes ou de réseaux d'antennes. L'entrepreneur peut faire appel à des sous-traitants pour la fabrication de certaines pièces s'il en obtient l'autorisation auprès du RT.

5.3 Pièces produites localement

Le RT détermine les exigences relatives aux pièces produites localement, lesquelles sont classées en deux catégories :

- 1) les pièces qui sont des copies des éléments référencés;
- 2) les pièces terminées, dénuées de tout défaut, livrées à l'adresse précisée dans le contrat, à moins d'une autre entente conclue avec le RT.

6.0 Composants de rechange

6.1 Autorisation

Avant d'utiliser tout composant non approuvé pour remplacer un composant figurant dans un catalogue ou dans les publications d'équipement pertinentes, l'entrepreneur doit préparer un avis de changement du matériel et une demande d'exemption ou de déviation, et transmettre ces documents au RT. Les composants non approuvés par le RT ne doivent pas être utilisés.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

7.0 Étalonnage de l'équipement d'essai

7.1 Sceau d'étalonnage

L'entrepreneur doit s'assurer que tout l'équipement d'essai utilisé lors des travaux porte un sceau d'étalonnage valide ou est accompagné d'un certificat d'étalonnage rattaché à des normes internationales ou nationales (norme ISO 9002 ou normes ultérieures).

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Appendice A : EMBLACEMENT DES PYLÔNES ET DONNÉES DE MAINTENANCE

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Division A – Leomont – McArthur	Division A – QG	45° 25' 53,6" N.	75° 39' 48" O.	40 pi – 12,19 m	Maxtower Corp	1991
Lac Harrington	Division A – QG	44° 33' 11,16" N.	75° 55' 45,39" O.	75 pi – 22,86 m	Allan Pipe Fab	2010
IOTMP	Division A – QG	45° 27' 05" N.	75° 33' 47,28" O.	150 pi – 45,70 m	Trylon TSF	2008
Bay Bulls – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 20' 20,4" N.	52° 49' 16,7" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1982
Bay D'Espoir – dét.	Division B – T.-N.-L.	47° 56' 10" N.	55° 45' 20" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1990
Bay L'Argent – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 32' 07,2" N.	54° 51' 34,8" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	Avant 1990
Bell Island – dét.	Division B – T.-N.-L.	47° 37' 52,3" N.	52° 56' 31,8" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1999
Bonavista – dét.	Division B – T.-N.-L.	48° 38' 07" N.	53° 06' 07,8" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1989
Burgeo – dét. et RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 36' 46" N.	57° 36' 40" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1981
Burin – dét.	Division B – T.-N.-L.	47° 02' 16" N.	55° 09' 59" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1981
Carmanville – dét.	Division B – T.-N.-L.	49° 24' 22,7" N.	54° 17' 24,9" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	1985
Channel-Port aux Basques – dét.	Division B – T.-N.-L.	47° 36' 15,1" N.	59° 10' 22,4" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1986
Corner Brook – Three Mile Pond – RPTR	Division B – T.-N.-L.	48° 55' 08,5" N.	57° 58' 11,3" O.	200 pi – 61,00 m	LeBlanc & Royale	2001
Ferryland – dét.	Division B – T.-N.-L.	47° 01' 06,9" N.	52° 54' 14,2" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2005
Freshwater – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 15' 43,6" N.	53° 59' 03,3" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1999
Gander – dét.	Division B – T.-N.-L.	48° 57' 02,2" N.	54° 35' 44,6" O.	70 pi – 21,30 m	Trylon TSF	1986
Glovertown – RPTR	Division B – T.-N.-L.	48° 40' 34,6" N.	54° 04' 21,8" O.	80 pi – 24,30 m	Trylon TSF	1996
Gull Lake – RPTR	Division B – T.-N.-L.	48° 17' 33,7" N.	55° 28' 14,4" O.	292,5 pi – 89,15 m	Canadian Bridge	1996
Harbour Breton – dét.	Division B – T.-N.-L.	47° 28' 07,3" N.	55° 49' 28,4" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1983
Harricott – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 09' 44" N.	53° 29' 54,9" O.	95 pi – 28,95 m	LeBlanc & Royale	1976
Hawke Hill – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 19' 36,9" N.	53° 07' 38,6" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	2001
Holyrood – dét.	Division B – T.-N.-L.	47° 22' 53,9" N.	53° 08' 53,6" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	2005
Kenmount Hill – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 32' 09,9" N.	52° 47' 07,6" O.	100 pi – 30,48 m	Inconnu	1999
Lawn – RPTR	Division B – T.-N.-L.	46° 57' 21,2" N.	55° 32' 15,3" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1998
Lewisporte – dét.	Division B – T.-N.-L.	49° 14' 23,3" N.	55° 03' 35,2" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1981

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Logy Bay – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 38' 18,2" N.	52° 40' 01,8" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2005
Mall Bay – RPTR	Division B – T.-N.-L.	46° 58' 54,5" N.	53° 31' 41" O.	107 pi – 32,90 m	Inconnu	1982
Marystown – dét.	Division B – T.-N.-L.	47° 09' 59,5" N.	55° 09' 20,3" O.	40 pi – 12,19 m	LeBlanc & Royale	1986
Marystown – Tolt Hill – RPTR	Division B – T.-N.-L.	48° 35' 23,28" N.	58° 40' 2,14" O.	200 pi – 61,00 m	Maxtower Corp	2007
Mount Pleasant – Fortune Head – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 04' 06,8" N.	55° 50' 47,9" O.	200 pi – 61,00 m	Advanced Tower	2001
New Chelsea – RPTR	Division B – T.-N.-L.	48° 01' 20,9" N.	53° 11' 56,5" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	2005
Peters River – RPTR	Division B – T.-N.-L.	46° 44' 37,4" N.	53° 33' 41,3" O.	100 pi – 30,48 m	LeBlanc & Royale	1974
Pinetree – RPTR	Division B – T.-N.-L.	48° 35' 23,28" N.	58° 40' 2,14" O.	110 pi – 33,53 m	Maxtower Corp	2001
Shea Heights – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 32' 15,5" N.	52° 43' 04,3" O.	100 pi – 30,48 m	LeBlanc & Royale	1991
Ship Cove – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 04' 59,3" N.	54° 04' 44,6" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1982
Spaniards Bay – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 39' 20" N.	53° 14' 49,9" O.	100 pi – 30,48 m	Inconnu	2001
QG de St. John's – White Hills – dét.	Division B – T.-N.-L.	47° 35' 27,70" N.	52° 41' 02,80" O.	40 pi – 12,19 m	Wind Turbine	1994
Stephenville – Bay St. George – dét.	Division B – T.-N.-L.	48° 32' 57" N.	58° 33' 31,7" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1985
Trepassey – dét.	Division B – T.-N.-L.	46° 44' 05,3" N.	53° 21' 52,5" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1981
Whitbourne – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 25' 01,8" N.	53° 32' 11,4" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2005
Whiteway – RPTR	Division B – T.-N.-L.	47° 42' 14,1" N.	53° 29' 02" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2005
Audet – RPTR	Division C – Qc	45° 38' 59" N.	70° 43' 27" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2015
Baldwin Mills – RPTR	Division C – Qc	45° 02' 22,8" N.	71° 52' 08,6" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2015
Chicoutimi – dét.	Division C – Qc	48° 25' 11" N.	71° 03' 23" O.	60 pi – 18,3 m	Maxtower Corp	1992
Dégelis – RPTR	Division C – Qc	47° 31' 05" N.	68° 37' 48" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2015
Drummondville – dét.	Division C – Qc	45° 53' 05,9" N.	72° 32' 08" O.	40 pi – 12,19 m	Maxtower Corp	2002
Lac de l'Est – RPTR	Division C – Qc	47° 07' 32,1" N.	69° 37' 58,4" O.	100 pi – 30,48 m	Maxtower Corp	1995
Laurier Station – RPTR	Division C – Qc	46° 33' 14,7" N.	71° 32' 44,1" O.	100 pi – 30,48 m	Inconnu	2002
Montréal – RPTR	Division C – Qc	45° 29' 08,7" N.	73° 35' 15,9" O.	47 pi – 14,32 m	Maxtower Corp	1991
Noranda – dét.	Division C – Qc	48° 14' 44,5" N.	79° 00' 41,2" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	1999
Port-Cartier – RPTR	Division C – Qc	50° 03' 15,6" N.	66° 53' 21,7" O.	60 pi – 18,3 m	Inconnu	2002

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Senneterre – RPTR	Division C – Qc	48° 21' 02" N.	77° 13' 36" O.	150 pi – 45,70 m	Maxtower Corp	1991
Sept-Îles – dét.	Division C – Qc	50° 12' 41,8" N.	66° 23' 19,7" O.	60 pi – 18,3 m	Maxtower Corp	1991
Sherbrooke – Rock Forest – dét.	Division C – Qc	45° 23' 01,5" N.	71° 57' 53,9" O.	62 pi – 18,89 m	Inconnu	1996
Saint-Jean-sur-Richelieu – dét.	Division C – Qc	45° 19' 29,6" N.	73° 17' 10" O.	70 pi – 21,30 m	Inconnu	1998
Saint-Jérôme – dét.	Division C – Qc	45° 46' 57,6" N.	74° 01' 05,1" O.	80 pi – 24,30 m	Advanced Tower	1991
Saint-Malo – RPTR	Division C – Qc	45° 11' 57" N.	71° 29' 22" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2015
Saint-Zacharie – RPTR	Division C – Qc	46° 08' 56,3" N.	70° 16' 13" O.	100 pi – 30,48 m	Maxtower Corp	2009
Stanstead – dét.	Division C – Qc	45° 00' 50" N.	72° 05' 40" O.	40 pi – 12,19 m	Advanced Tower	2010
Trois-Rivières – dét.	Division C – Qc	46° 20' 10" N.	72° 35' 40" O.	40 pi – 12,19 m	Advanced Tower	1995
Valleyfield – dét.	Division C – Qc	45° 15' 40" N.	74° 06' 23" O.	60 pi – 18,3 m	Maxtower Corp	1992
Amaranth – dét.	Division D – Man.	50° 35' 04,3" N.	98° 43' 53,4" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Arborg – dét.	Division D – Man.	50° 54' 31,3" N.	97° 13' 38,9" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Ashern – dét.	Division D – Man.	51° 11' 02,2" N.	98° 20' 52,2" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Beausejour – dét.	Division D – Man.	50° 03' 46,8" N.	96° 30' 50,3" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	1992
Berens River – dét.	Division D – Man.	52° 21' 16,5" N.	97° 01' 20,3" O.	50 pi – 15,24 m	Turris Engineering	2017
Bloodvein – dét.	Division D – Man.	51° 47' 25" N.	96° 42' 11" O.	80 pi – 24,30 m	Maxtower Corp	2009
Carberry – dét.	Division D – Man.	49° 52' 25,9" N.	99° 21' 29,5" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Carman – dét.	Division D – Man.	49° 30' 04,3" N.	98° 00' 02,8" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Churchill – dét.	Division D – Man.	58° 45' 56" N.	94° 09' 42" O.	75 pi – 22,86 m	Westower Communications	2009
Cranberry Portage – dét.	Division D – Man.	54° 35' 18,9" N.	101° 22' 44,2" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Dauphin – dét.	Division D – Man.	51° 09' 18,8" N.	100° 02' 37,7" O.	40 pi – 12,19 m	Trylon TSF	1986
Deloraine – dét.	Division D – Man.	49° 11' 12,8" N.	100° 29' 37,1" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Elphinstone – dét.	Division D – Man.	50° 31' 57,8" N.	100° 19' 11,6" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Falcon Beach – dét.	Division D – Man.	49° 41' 23" N.	95° 19' 44,7" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Fisher Branch – dét.	Division D – Man.	51° 04' 56,5" N.	97° 36' 47,4" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Flin Flon – dét.	Division D – Man.	54° 46' 04,8" N.	101° 52' 34,4" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Gimli – dét.	Division D – Man.	50° 37' 56,4" N.	96° 59' 30,8" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1994
Grand Marais – dét.	Division D – Man.	50° 32' 02,2" N.	96° 35' 05,9" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Gypsumville – dét.	Division D – Man.	51° 46' 01" N.	98° 38' 27,6" O.		Inconnu	2014
Hamiota – dét.	Division D – Man.	50° 10' 52,7" N.	100° 35' 43,5" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Headingley – dét.	Division D – Man.	49° 52' 30,3" N.	97° 24' 35,7" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Island Lake – dét.	Division D – Man.	53° 51' 56,6" N.	94° 40' 06,4" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	2016
Killarney – dét.	Division D – Man.	49° 10' 39,9" N.	99° 39' 46,1" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Lac Du Bonnet – dét.	Division D – Man.	50° 15' 18,6" N.	96° 03' 59,7" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Leaf Rapids – dét.	Division D – Man.	56° 27' 43,6" N.	100° 00' 53,4" O.	50 pi – 15,24 m	Delhi	
Little Grand Rapids – dét.	Division D – Man.	52° 00' 18,17" N.	95° 28' 33,63" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Lundar – dét.	Division D – Man.	50° 41' 48,7" N.	98° 02' 01,6" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Lynn Lake – dét.	Division D – Man.	56° 51' 10,2" N.	101° 02' 47,3" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1992
Manitou – dét.	Division D – Man.	49° 14' 09,9" N.	98° 32' 14,6" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
McCreary – dét.	Division D – Man.	50° 46' 07,9" N.	99° 29' 30,9" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Melita – dét.	Division D – Man.	49° 16' 26,6" N.	100° 59' 06,9" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Minnedosa – dét.	Division D – Man.	50° 14' 34,3" N.	99° 50' 26,3" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Morden – dét.	Division D – Man.	49° 11' 33,8" N.	98° 06' 50,4" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1992
Neepawa – dét.	Division D – Man.	50° 13' 49" N.	99° 28' 02,5" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Nelson House – dét.	Division D – Man.	55° 47' 22" N.	98° 52' 56" O.	80 pi – 24,30 m	Maxtower Corp	2011
Norway House – dét.	Division D – Man.	53° 59' 41,5" N.	97° 46' 04,0" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1992
Oakbank – dét.	Division D – Man.	49° 56' 31,2" N.	96° 50' 37,5" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Peguis – dét.	Division D – Man.	51° 17' 45,26" N.	97° 32' 57,48" O.			
Pinawa – dét.	Division D – Man.	50° 08' 53,9" N.	95° 52' 29,8" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Poplar River – dét.	Division D – Man.	52° 59' 28" N.	97° 15' 06" O.	80 pi – 24,30 m	Maxtower Corp	2011
Portage la Prairie – dét.	Division D – Man.	49° 58' 31,03" N.	98° 17' 05,4" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1992
Powerview – dét.	Division D – Man.	50° 34' 04,4" N.	96° 11' 51,8" O.	52 pi – 15,84 m	Advanced Tower	1992

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Pukatawagan – dét.	Division D – Man.	55° 45' 13" N.	101° 17' 55" O.	50 pi – 15,24 m	Maxtower Corp	2009
Reston – dét.	Division D – Man.	49° 33' 38,5" N.	101° 05' 58,4" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Roblin – dét.	Division D – Man.	51° 13' 37" N.	101° 21' 10" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Rosburn – dét.	Division D – Man.	50° 40' 04,6" N.	100° 48' 12" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Shoal Lake – dét.	Division D – Man.	50° 26' 13,2" N.	100° 35' 15,6" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Snow Lake – dét.	Division D – Man.	54° 52' 42,3" N.	100° 01' 27,5" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Souris – dét.	Division D – Man.	49° 37' 20,5" N.	100° 15' 22" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Sprague – dét.	Division D – Man.	49° 02' 29,6" N.	95° 38' 22,6" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	1992
St-Pierre – dét.	Division D – Man.	49° 26' 46,9" N.	96° 59' 07,9" O.	48 pi – 14,6 m	LeBlanc & Royale	1992
Ste. Rose du Lac – dét.	Division D – Man.	51° 03' 56,9" N.	99° 31' 25" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Steinbach – dét.	Division D – Man.	49° 32' 21,6" N.	96° 41' 22,9" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2015
Stonewall – dét.	Division D – Man.	50° 07' 50,5" N.	97° 19' 38" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Swan River – dét.	Division D – Man.	52° 06' 25,1" N.	101° 15' 40,6" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1992
Teulon – dét.	Division D – Man.	50° 23' 21,9" N.	97° 15' 30,3" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Treherne – dét.	Division D – Man.	49° 37' 35,8" N.	98° 41' 49,1" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Virden – dét.	Division D – Man.	49° 50' 58,6" N.	100° 56' 26" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Wabowden – dét.	Division D – Man.	54° 54' 38,3" N.	98° 38' 03,8" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Wasagaming – dét.	Division D – Man.	50° 39' 09,1" N.	99° 58' 19,2" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Whitemouth – dét.	Division D – Man.	49° 57' 22,8" N.	95° 58' 33,6" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Winnipeg – Gordon – RPTR	Division D – Man.	50° 00' 46,4" N.	97° 17' 50,9" O.	200 pi – 61,00 m	LeBlanc & Royale	1991
QG de Winnipeg – dét.	Division D – Man.	49° 53' 04" N.	97° 10' 44" O.	30 pi – 9,14 m	LeBlanc & Royale	1992
Agassiz – dét.	Division E – C.-B.	49° 14' 34,2" N.	121° 46' 09,6" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	2006
Aldergrove – RPTR	Division E – C.-B.	49° 04' 03" N.	122° 24' 13" O.	70 pi – 21,30 m	Trylon TSF	1991
Armstrong – dét.	Division E – C.-B.	50° 26' 53" N.	119° 11' 21" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1992
Arrowstone – RPTR	Division E – C.-B.	50° 53' 10" N.	121° 19' 23" O.	60 pi – 18,3 m	Trylon TSF	1991
Avola – RPTR	Division E – C.-B.	51° 47' 06,7" N.	119° 23' 02,6" O.	40 pi – 12,19 m	Advanced Tower	1992
Mount Baker – RPTR	Division E – C.-B.	49° 27' 33,3" N.	115° 37' 51,4" O.	70 pi – 21,30 m	LeBlanc & Royale	1990

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Bald Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	51° 54' 01,1" N.	122° 39' 56,7" O.	60 pi – 18,3 m	LeBlanc & Royale	1990
Beaconsfield – RPTR	Division E – C.-B.	49° 22' 50,2" N.	119° 54' 55,9" O.	70 pi – 21,30 m	Advanced Tower	1991
Bear Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	55° 43' 36" N.	120° 26' 36" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1980
Big Sicker Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	48° 51' 38,1" N.	123° 45' 25,4" O.	58 pi – 17,67 m	LeBlanc & Royale	1991
Black Knight – RPTR	Division E – C.-B.	49° 52' 36,2" N.	119° 18' 26,5" O.	130 pi – 39,90 m	Canadian Bridge	1993
Blackpool – RPTR	Division E – C.-B.	51° 33' 00,5" N.	120° 03' 35,3" O.	70 pi – 21,30 m	Canadian Bridge	1995
Blackwall Peak – RPTR	Division E – C.-B.	49° 06' 01,7" N.	120° 45' 28,7" O.	67 pi – 20,42 m	Inconnu	1979
Boston Bar – dét.	Division E – C.-B.	49° 51' 56,4" N.	121° 26' 33,5" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	1992
Botanie Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	50° 20' 23,9" N.	121° 35' 36,1" O.	52 pi – 15,84 m	Radian	2006
Boulder Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	55° 38' 56,3" N.	122° 02' 07,0" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1991
Bullhead – RPTR	Division E – C.-B.	56° 02' 46" N.	122° 07' 54" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2001
Cameron Lake – RPTR	Division E – C.-B.	49° 18' 05,5" N.	124° 35' 36,6" O.	96,8 pi – 29,50 m	LeBlanc & Royale	1991
STO de Chilliwack – dét.	Division E – C.-B.	49° 09' 15,2" N.	121° 57' 13,6" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1991
CFRP de Chilliwack – pylône L – dét.	Division E – C.-B.	49° 06' 08,6" N.	121° 58' 21,8" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	2006
CFRP de Chilliwack – pylône S – dét.	Division E – C.-B.	49° 06' 08,7" N.	121° 58' 21" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	2006
Clearwater – dét.	Division E – C.-B.	51° 39' 00" N.	120° 03' 56" O.	60 pi – 18,3 m	Trylon TSF	2019
Commonage – RPTR	Division E – C.-B.	50° 13' 43,5" N.	119° 18' 15,9" O.	100 pi – 30,48 m	Trylon TSF	1991
Copper Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	54° 30' 40,8" N.	128° 27' 22" O.	70 pi – 21,30 m	Inconnu	1980
Dease Lake – dét.	Division E – C.-B.	58° 26' 13,2" N.	129° 59' 22,7" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1992
Dilworth – RPTR	Division E – C.-B.	49° 54' 09" N.	119° 26' 03" O.	70 pi – 21,30 m	Westower Communications	2012
Dufferin Hill – RPTR	Division E – C.-B.	50° 40' 09" N.	120° 23' 48,3" O.	50 pi – 15,24 m	Radian	2005
Duncan – dét.	Division E – C.-B.	48° 47' 24,1" N.	123° 42' 45,8" O.	60 pi – 18,3 m	Inconnu	1992
East Kootenay – dét.	Division E – C.-B.	49° 32' 28,4" N.	115° 45' 06,9" O.	60 pi – 18,3 m	Westower Communications	1995
Elk Falls – RPTR	Division E – C.-B.	50° 01' 54,4" N.	125° 21' 56" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	1991
Falkland – dét.	Division E – C.-B.	50° 30' 02,3" N.	119° 33' 12,1" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	2016
Firth Lake – RPTR	Division E – C.-B.	54° 48' 40" N.	122° 46' 04" O.	50 pi – 15,24 m	Allan Pipe Fab	2014

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Fishpot – RPTR	Division E – C.-B.	52° 57' 38,4" N.	123° 42' 33" O.	58 pi – 17,67 m	LeBlanc & Royale	1991
Fishtrap – RPTR	Division E – C.-B.	51° 09' 08,6" N.	120° 12' 28,7" O.	70 pi – 21,30 m	Canadian Bridge	1995
Fort St. James – dét.	Division E – C.-B.	54° 26' 34,37" N.	124° 15' 14,16" O.	60 pi – 18,3 m	LeBlanc & Royale	1992
Fort Fraser – RPTR	Division E – C.-B.	54° 01' 44,9" N.	124° 37' 33" O.	48,3 pi – 14,72 m	LeBlanc & Royale	1991
Fort St. John – dét.	Division E – C.-B.	56° 15' 09,3" N.	120° 50' 53,8" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	1991
Gabriola – dét.	Division E – C.-B.	49° 10' 13,5" N.	123° 50' 51" O.	58 pi – 17,67 m	LeBlanc & Royale	1994
Gibsons – dét.	Division E – C.-B.	49° 24' 36" N.	123° 31' 16" O.	120 pi – 36,57 m	Westower Communications	2012
Golden – dét.	Division E – C.-B.	51° 19' 04" N.	116° 58' 41" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	2012
Granisle – dét.	Division E – C.-B.	54° 53' 05" N.	126° 12' 45,7" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1993
Nouveau QG de Green Timbers	Division E – C.-B.	49° 10' 54,4" N.	122° 49' 40,6" O.	220 pi – 67,08 m	Westower Communications	2012
Grouse Mountain – Terrace – RPTR	Division E – C.-B.	54° 33' 15,5" N.	126° 41' 48,2" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1980
Grouse Mountain – North Vancouver – RPTR	Division E – C.-B.	49° 22' 46,1" N.	123° 4' 44,8" O.	100 pi – 30,48 m	LeBlanc & Royale	2006
Harper Ranch – RPTR	Division E – C.-B.	50° 40' 37,4" N.	120° 09' 57,9" O.	80 pi – 24,30 m	Trylon TSF	2004
Hope – dét.	Division E – C.-B.	49° 22' 30,5" N.	121° 25' 35,7" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1991
Houston-Granisle – dét.	Division E – C.-B.	54° 39' 85,5" N.	126° 64' 80,55" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	INCONNUE
Hudson's Hope – dét.	Division E – C.-B.	56° 01' 36,4" N.	121° 54' 48,9" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1997
Iron Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	50° 02' 49" N.	120° 45' 31,8" O.	72,5 pi – 22,09 m	Radian	2005
Kamloops – dét.	Division E – C.-B.	50° 39' 17,1" N.	120° 21' 57,8" O.	48,6 pi – 14,81 m	LeBlanc & Royale	1990
Kelowna – dét.	Division E – C.-B.	49° 53' 21,7" N.	119° 29' 43,1" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	1992
Centre de communication de Kelowna – dét.	Division E – C.-B.	49° 55' 23,4" N.	119° 22' 45,4" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	1994
Keremeos – dét.	Division E – C.-B.	49° 12' 25" N.	119° 48' 57" O.	58 pi – 17,67 m	LeBlanc & Royale	2008
Kimberley – dét.	Division E – C.-B.	49° 40' 27,3" N.	115° 58' 43,8" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1992
Kitimat – dét.	Division E – C.-B.	54° 03' 00,1" N.	128° 39' 3,8" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	1993
Kyuquot – RPTR	Division E – C.-B.	50° 03' 37" N.	127° 22' 01" O.	40 pi – 12,19 m	LeBlanc & Royale	1999
Lerwick Road – RPTR	Division E – C.-B.	49° 42' 52" N.	124° 58' 02" O.	20 pi – 6,10 m	Inconnu	2002
Lytton – dét.	Division E – C.-B.	50° 13' 59,4" N.	121° 34' 49,3" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2000

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Masset – dét.	Division E – C.-B.	54° 00' 41,8" N.	132° 08' 53,2" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2007
McBride Peak – RPTR	Division E – C.-B.	53° 20' 12,5" N.	120° 07' 51,1" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	2014
Mount Milburn – RPTR	Division E – C.-B.	53° 01' 43" N.	122° 44' 52" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	1991
Miner – RPTR	Division E – C.-B.	49° 28' 25,53" N.	120° 24' 5,65" O.	70 pi – 21,30 m	Advanced Tower	1991
Monashee – RPTR	Division E – C.-B.	50° 07' 48,7" N.	118° 27' 12,9" O.	80 pi – 24,30 m	Advanced Tower	1991
Mount Bruce – RPTR	Division E – C.-B.	48° 46' 01,8" N.	123° 30' 28,7" O.	102,5 pi – 31,24 m	Radian	2005
Mount Hays – RPTR	Division E – C.-B.	54° 17' 01,8" N.	130° 18' 52" O.	70 pi – 21,30 m	LeBlanc & Royale	1991
Mount Horne – RPTR	Division E – C.-B.	49° 17' 18,5" N.	124° 42' 10,4" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	1991
Mount Kobau – RPTR	Division E – C.-B.	49° 06' 53,7" N.	119° 40' 32,2" O.	80 pi – 24,30 m	Radian	2001
Mount Lolo – RPTR	Division E – C.-B.	50° 48' 11,7" N.	120° 07' 34,7" O.	70 pi – 21,30 m	Advanced Tower	2001
Mount Midgeley – RPTR	Division E – C.-B.	49° 09' 52,3" N.	116° 40' 54,2" O.	80 pi – 24,30 m	Radian	2005
Mount Scaia – RPTR	Division E – C.-B.	49° 52' 34,9" N.	118° 22' 00,6" O.	40 pi – 12,19 m	Advanced Tower	1991
Mount St. Thomas – RPTR	Division E – C.-B.	49° 08' 50" N.	118° 03' 54,7" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	1991
Murray Ridge – RPTR	Division E – C.-B.	54° 31' 47,8" N.	124° 10' 47" O.	60 pi – 18,3 m	LeBlanc & Royale	1991
STO de Nelson – dét.	Division E – C.-B.	49° 30' 33,7" N.	117° 16' 45,4" O.	70 pi – 21,30 m	Advanced Tower	1991
Observation Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	49° 02' 19,2" N.	118° 26' 50,8" O.	48,3 pi – 14,72 m	LeBlanc & Royale	1991
Pandora Ridge – RPTR	Division E – C.-B.	48° 34' 27,4" N.	124° 27' 15,4" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	1991
Pender Island – dét.	Division E – C.-B.	48° 47' 37,6" N.	123° 17' 06" O.	60 pi – 18,3 m	Wind Turbine	1993
Phoenix – RPTR	Division E – C.-B.	49° 05' 29,1" N.	118° 36' 34,7" O.	70 pi – 21,30 m	Advanced Tower	1991
Pink Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	57° 04' 16,9" N.	122° 52' 28,8" O.	52 pi – 15,84 m	Radian	2002
Powell River – RPTR_Cranberry Lake	Division E – C.-B.	49° 52' 45,1" N.	124° 30' 54,4" O.	100 pi – 30,48 m	Trylon TSF	2004
QG de Prince George – dét.	Division E – C.-B.	53° 55' 16,5" N.	122° 47' 44" O.	29 pi – 8,83 m	LeBlanc & Royale	1991
Quadra Island – dét.	Division E – C.-B.	50° 02' 47,5" N.	125° 12' 35" O.	62 pi – 18,89 m	Inconnu	2006
Quesnel – dét.	Division E – C.-B.	52° 58' 31,1" N.	122° 29' 27,7" O.	40 pi – 12,19 m	Advanced Tower	1991
Red Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	49° 05' 30,4" N.	117° 49' 15,5" O.	20 pi – 6,10 m	Advanced Tower	1992
Rock Creek – RPTR	Division E – C.-B.	49° 02' 25,2" N.	118° 59' 31" O.	60 pi – 18,3 m	Wind Turbine	2009
Salmo – dét.	Division E – C.-B.	49° 11' 33,7" N.	117° 16' 36,9" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	1993

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Salmon Arm – dét.	Division E – C.-B.	50° 42' 26,9" N.	119° 15' 44,4" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	1992
Seven Hills – RPTR	Division E – C.-B.	50° 42' 35,5" N.	127° 26' 35,2" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2004
Shoulder Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	54° 43' 13" N.	126° 10' 03" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	2014
Slocan Ridge – RPTR	Division E – C.-B.	49° 31' 25,1" N.	117° 33' 17,9" O.	70 pi – 21,30 m	Advanced Tower	1991
Smithers – dét.	Division E – C.-B.	54° 46' 30,1" N.	127° 09' 30" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	INCONNUE
Smoky Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	52° 14' 16,19" N.	122° 09' 37,4" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	1991
Sooke – dét.	Division E – C.-B.	48° 22' 49,4" N.	123° 43' 11" O.	67 pi – 20,42 m	Advanced Tower	1991
South Forge – RPTR	Division E – C.-B.	50° 52' 36,3" N.	121° 01' 03,4" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	2002
Sparwood – RPTR	Division E – C.-B.	59° 42' 17,5" N.	114° 51' 47,3" O.	60 pi – 18,3 m	LeBlanc & Royale	1991
Squamish – dét.	Division E – C.-B.	49° 43' 07,5" N.	123° 08' 48,5" O.	30 pi – 9,14 m	LeBlanc & Royale	1994
Stewart – dét.	Division E – C.-B.	55° 56' 18,1" N.	129° 59' 21,7" O.	60 pi – 18,3 m	Allan Pipe Fab	2018
Mount Taylor – RPTR	Division E – C.-B.	56° 01' 23,4" N.	120° 38' 30,8" O.	100 pi – 30,48 m	LeBlanc & Royale	1991
Texada – RPTR	Division E – C.-B.	49° 41' 52,7" N.	124° 26' 17,3" O.	80 pi – 24,30 m	Advanced Tower	1994
Mount Thynne – RPTR	Division E – C.-B.	49° 42' 07,6" N.	120° 55' 19,5" O.	60 pi – 18,3 m	Westower Communications	INCONNUE
Tintagel – RPTR	Division E – C.-B.	54° 10' 31,2" N.	125° 38' 32,2" O.	80 pi – 24,30 m	Advanced Tower	1991
Tofino – dét.	Division E – C.-B.	49° 09' 10,3" N.	125° 54' 14,4" O.	58 pi – 17,67 m	LeBlanc & Royale	1994
Tuktakamin – RPTR	Division E – C.-B.	50° 27' 50,8" N.	119° 34' 51,9" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	1991
Tumbler Ridge – dét.	Division E – C.-B.	55° 07' 35,8" N.	120° 59' 54" O.	60 pi – 18,3 m	Wind Turbine	1995
Uncha Lake Mountain – RPTR	Division E – C.-B.	53° 59' 33,6" N.	125° 36' 38,9" O.	58 pi – 17,67 m	LeBlanc & Royale	1991
Vanderhoof – dét.	Division E – C.-B.	54° 01' 01,0" N.	124° 00' 38,6" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1992
Vernon – dét.	Division E – C.-B.	50° 16' 01,6" N.	119° 16' 17,1" O.	100 pi – 30,48 m	Trylon TSF	2007
Mount Wabi – RPTR	Division E – C.-B.	55° 40' 7,3" N.	121° 34' 51,9" O.	70 pi – 21,30 m	Westower Communications	1997
Wells – dét.	Division E – C.-B.	53° 06' 10,8" N.	121° 33' 59,1" O.	60 pi – 18,3 m	Wind Turbine	1993
West Kelowna – dét.	Division E – C.-B.	49° 49' 46,5" N.	119° 37' 25,2" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	2001
Whimster Creek – RPTR	Division E – C.-B.	49° 24' 26,6" N.	115° 04' 45,6" O.	40 pi – 12,19 m	Advanced Tower	1991
Whistler – dét.	Division E – C.-B.	50° 06' 59,7" N.	122° 57' 15,5" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1990
White Rock – dét.	Division E – C.-B.	49° 01' 23,4" N.	122° 47' 53,1" O.	60 pi – 18,3 m	Westower Communications	1992

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Wonowon – RPTR	Division E – C.-B.	56° 43' 04" N.	121° 45' 56" O.	97 pi – 29,56 m	LeBlanc & Royale	1992
Amulet – RPTR	Division F – Sask.	49° 35' 27,8" N.	104° 42' 52,7" O.	150 pi – 45,70 m	Trylon TSF	1990
Beardy Native Unit – Duck Lake – RPTR	Division F – Sask.	52° 49' 55" N.	106° 17' 50" O.	100 pi – 30,48 m	Turris Engineering	2011
Beauval – dét.	Division F – Sask.	55° 08' 52,1" N.	107° 36' 25,9" O.	100 pi – 30,48 m	Allan Pipe Fab	2007
Bengough – RPTR	Division F – Sask.	49° 26' 05,4" N.	105° 07' 24,1" O.	200 pi – 61,00 m	Advanced Tower	2005
Biggar – RPTR	Division F – Sask.	51° 54' 42" N.	108° 00' 29,5" O.	200 pi – 61,00 m	LeBlanc & Royale	1990
Black Lake – RPTR	Division F – Sask.	59° 07' 51,5" N.	105° 36' 24" O.	100 pi – 30,48 m	Allan Pipe Fab	2008
Blackstrap – RPTR	Division F – Sask.	51° 45' 48,7" N.	106° 27' 12,6" O.	150 pi – 45,70 m	Westower Communications	2006
Bodmin Hill – RPTR	Division F – Sask.	53° 46' 57,4" N.	106° 58' 59,3" O.	140 pi – 42,67 m	LeBlanc & Royale	1990
Boharm – RPTR	Division F – Sask.	50° 23' 33" N.	105° 55' 22" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1991
Broadview – RPTR	Division F – Sask.	50° 23' 09,60" N.	102° 35' 53,69" O.	205 pi – 62,48 m	Radian	2004
Buffalo Pound – RPTR	Division F – Sask.	50° 35' 46,6" N.	105° 25' 34,8" O.	70 pi – 21,30 m	Advanced Tower	2004
Cabri – RPTR	Division F – Sask.	50° 41' 01,0" N.	108° 34' 00,5" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2006
Carmichael – RPTR	Division F – Sask.	49° 58' 31,7" N.	108° 37' 42,3" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1991
Carnduff – RPTR	Division F – Sask.	53° 46' 57,4" N.	101° 48' 13,1" O.	150 pi – 45,70 m	Turris Engineering	2011
Climax – RPTR	Division F – Sask.	51° 45' 48,7" N.	108° 21' 28" O.	200 pi – 61,00 m	Advanced Tower	2005
Coleville – RPTR	Division F – Sask.	51° 46' 05,4" N.	109° 14' 24" O.	195 pi – 59,43 m	LeBlanc & Royale	1990
Coronach – RPTR	Division F – Sask.	49° 07' 03,5" N.	105° 21' 10,9" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2010
Craik – RPTR	Division F – Sask.	51° 03' 14,2" N.	106° 00' 12,6" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1991
Craven – RPTR	Division F – Sask.	50° 41' 33,8" N.	104° 47' 11,9" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	1991
Creighton – RPTR	Division F – Sask.	INCONNUE	INCONNUE	100 pi – 30,48 m	Turris Engineering	2011
Crooked Lake – RPTR	Division F – Sask.	50° 37' 17" N.	102° 42' 16,3" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2006
Cudworth – RPTR	Division F – Sask.	52° 33' 42" N.	105° 44' 52,4" O.	200 pi – 61,00 m	Westower Communications	2018
Cutknife – dét. et RPTR	Division F – Sask.	52° 45' 01" N.	104° 47' 11,9" O.	98,4 pi – 29,99 m	Westower Communications	2006
Danielson – RPTR	Division F – Sask.	51° 12' 41,3" N.	107° 02' 10,2" O.	99 pi – 30,12 m	Westower Communications	2006
Denholm – RPTR	Division F – Sask.	52° 42' 12" N.	107° 02' 10,2" O.	200 pi – 61,00 m	Trylon TSF	1991

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Divide – RPTR	Division F – Sask.	53° 52' 28,5" N.	108° 24' 32,9" O.	195 pi – 59,43 m	LeBlanc & Royale	2002
Eastend – RPTR	Division F – Sask.	49° 30' 10" N.	108° 57' 06,8" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2006
Elbow – dét.	Division F – Sask.	51° 07' 12" N.	106° 35' 31,2" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2006
Esterhazy – RPTR	Division F – Sask.	50° 34' 16" N.	102° 04' 24" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1991
Estevan – dét.	Division F – Sask.	49° 08' 10,5" N.	102° 59' 30,4" O.	58 pi – 17,67 m	LeBlanc & Royale	1991
Foam Lake – dét.	Division F – Sask.	51° 38' 22,4" N.	103° 32' 13,2" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2006
Fond-du-Lac – dét.	Division F – Sask.	59° 19' 18" N.	107° 11' 36,6" O.	100 pi – 30,48 m	Allan Pipe Fab	2008
Frenchman River – RPTR	Division F – Sask.	49° 25' 49,5" N.	108° 26' 55,6" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1990
Goodeve – RPTR	Division F – Sask.	51° 05' 05,1" N.	103° 12' 03,2" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1990
Gordon – RPTR	Division F – Sask.	51° 16' 15,3" N.	104° 08' 46" O.	150 pi – 45,70 m	Trylon TSF	2002
Greenwater – RPTR	Division F – Sask.	52° 27' 48" N.	103° 30' 58,4" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1993
Hawarden – RPTR	Division F – Sask.	51° 24' 57,6" N.	106° 38' 23,6" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1990
Hodgeville – RPTR	Division F – Sask.	50° 02' 54,9" N.	107° 11' 53,1" O.	98,4 pi – 29,99 m	Westower Communications	2006
Humboldt – dét.	Division F – Sask.	52° 12' 24" N.	105° 07' 36" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2006
Invermay – RPTR	Division F – Sask.	49° 58' 32" N.	108° 37' 42" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Kerrobert – dét. et RPTR	Division F – Sask.	51° 55' 02" N.	109° 08' 12,1" O.	98,4 pi – 29,99 m	Westower Communications	2006
Killdeer – RPTR	Division F – Sask.	49° 07' 06" N.	106° 16' 29" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2006
Kincaid – RPTR	Division F – Sask.	49° 47' 06" N.	106° 59' 42" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1990
Kipling – dét.	Division F – Sask.	50° 05' 52,2" N.	102° 37' 27,7" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2005
Krydor – RPTR	Division F – Sask.	52° 41' 53" N.	107° 00' 55" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1990
Kyle – RPTR	Division F – Sask.	50° 53' 11,4" N.	107° 48' 32,6" O.	193,3 pi – 58,91 m	LeBlanc & Royale	2002
Langenburg – dét.	Division F – Sask.	50° 50' 43,7" N.	101° 42' 10,4" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2005
Loon Lake – dét.	Division F – Sask.	54° 01' 29" N.	109° 09' 20" O.	98,4 pi – 29,99 m	Westower Communications	2006
Marriot – RPTR	Division F – Sask.	51° 54' 42" N.	108° 00' 29,4" O.	200 pi – 61,00 m	Inconnu	2003
Meadow Lake – dét. et RPTR	Division F – Sask.	54° 08' 00,9" N.	108° 25' 41" O.	98,4 pi – 29,99 m	Westower Communications	2006
Melville – RPTR	Division F – Sask.	50° 56' 13,6" N.	102° 50' 24,2" O.		Westower Communications	INCONNUE

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Midale – RPTR	Division F – Sask.	49° 20' 45,5" N.	103° 25' 11,2" O.	145 pi – 44,20 m	Inconnu	1990
Morse – RPTR	Division F – Sask.	50° 28' 05" N.	107° 02' 06,2" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1990
Mont Nebo – RPTR	Division F – Sask.	49° 59' 40,9" N.	106° 48' 18,7" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1991
Naicam – RPTR	Division F – Sask.	52° 26' 07,6" N.	104° 21' 54,1" O.	150 pi – 45,70 m	Allan Pipe Fab	2005
QG de North Battleford – dét.	Division F – Sask.	52° 46' 23,3" N.	108° 17' 50" O.	29 pi – 8,83 m	Inconnu	1991
Northgate – RPTR	Division F – Sask.	49° 01' 05,9" N.	102° 17' 54,6" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	2005
Onion Lake – dét.	Division F – Sask.	53° 43' 08" N.	109° 59' 30" O.	98,4 pi – 29,99 m	Westower Communications	2006
Oungre – RPTR	Division F – Sask.	49° 04' 34" N.	103° 49' 51" O.	150 pi – 45,70 m	Westower Communications	2005
Paradise Hill – RPTR	Division F – Sask.	53° 30' 17,9" N.	109° 26' 43,2" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1990
Piapot – RPTR	Division F – Sask.	50° 47' 39" N.	104° 16' 58" O.	100 pi – 30,48 m	Turris Engineering	2011
Pilot Butte – RPTR	Division F – Sask.	50° 29' 10,04" N.	104° 26' 31,88" O.	300 pi – 91,40 m	Westower Communications	2018
Prelate – RPTR	Division F – Sask.	50° 51' 45,3" N.	109° 21' 10,7" O.	192 pi – 58,80 m	LeBlanc & Royale	1990
Prince Albert – dét.	Division F – Sask.	53° 11' 39,8" N.	105° 46' 43,6" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	2006
Prince Albert – Site de SaskPower – RPTR	Division F – Sask.	53° 10' 18,1" N.	105° 44' 24,3" O.	100 pi – 30,48 m	Allan Pipe Fab	2007
Punnichy – RPTR	Division F – Sask.	51° 23' 11" N.	104° 19' 14" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2010
Qu'Appelle – RPTR	Division F – Sask.	50° 31' 42,6" N.	103° 49' 22" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1990
Rabbit Lake – RPTR	Division F – Sask.	53° 09' 46,2" N.	107° 42' 47,4" O.	150 pi – 45,70 m	Inconnu	1990
Radville – dét.	Division F – Sask.	49° 27' 33,7" N.	104° 17' 57" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1975
QG et TSO de Regina, bâtiment T1 – dét.	Division F – Sask.	50° 27' 13,7" N.	104° 40' 03,2" O.	30 pi – 9,14 m	LeBlanc & Royale	1991
QG et TSO de Regina, bâtiment T2 – dét.	Division F – Sask.	50° 27' 13,5" N.	104° 40' 03,5" O.	30 pi – 9,14 m	LeBlanc & Royale	1991
QG de la SaskPower à Regina – RPTR	Division F – Sask.	50° 26' 48" N.	104° 36' 37" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2007
Resource – RPTR	Division F – Sask.	52° 42' 42,1" N.	104° 36' 47,6" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1990
Rose Valley – dét.	Division F – Sask.	52° 17' 21,6" N.	103° 48' 44,1" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2005
Rosthern – dét.	Division F – Sask.	52° 39' 50" N.	106° 20' 30" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2005
Round Lake – RPTR	Division F – Sask.	50° 33' 13" N.	102° 21' 03" O.	100 pi – 30,48 m	Allan Pipe Fab	2012
Saskatoon East – RPTR	Division F – Sask.	52° 08' 42,6" N.	106° 23' 43,4" O.	290 pi – 88,10 m	Inconnu	1991

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Scout Lake – RPTR	Division F – Sask.	49° 20' 44,1" N.	106° 03' 48,4" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	2011
Shaunavon – dét.	Division F – Sask.	49° 39' 05,9" N.	108° 24' 37,6" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2005
Shellbrook – dét.	Division F – Sask.	53° 13' 16" N.	106° 23' 30,5" O.	100 pi – 30,48 m	Wind Turbine	2007
Simpson – RPTR	Division F – Sask.	51° 30' 18,3" N.	105° 42' 29" O.	190 pi – 58,5 m	LeBlanc & Royale	2001
Snowden – RPTR	Division F – Sask.	53° 28' 41,6" N.	104° 41' 05,5" O.	190 pi – 58,5 m	LeBlanc & Royale	1990
Spruce Home – RPTR	Division F – Sask.	53° 25' 28,3" N.	105° 44' 29,7" O.	250 pi – 76,20 m	LeBlanc & Royale	1990
St. Philips – RPTR	Division F – Sask.	51° 42' 21,7" N.	101° 52' 24,5" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1990
Strasbourg – RPTR	Division F – Sask.	51° 05' 43" N.	104° 52' 02" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Sturgis – RPTR	Division F – Sask.	51° 56' 38,8" N.	102° 32' 48,85" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2005
Swift Current – RPTR	Division F – Sask.	50° 15' 50,6" N.	107° 48' 31,6" O.	200 pi – 61,00 m	LeBlanc & Royale	1990
Talmage – RPTR	Division F – Sask.	49° 48' 52,4" N.	103° 32' 55,4" O.	193,3 pi – 58,91 m	LeBlanc & Royale	1990
Tisdale – dét.	Division F – Sask.	52° 51' 00,1" N.	104° 02' 28,9" O.	100 pi – 30,48 m	Allan Pipe Fab	2005
Walsh – RPTR	Division F – Sask.	49° 57' 49" N.	109° 52' 28" O.	100 pi – 30,48 m	Turris Engineering	2011
Webb – RPTR	Division F – Sask.	50° 09' 47,4" N.	108° 05' 41,3" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2005
Wilkie – dét.	Division F – Sask.	52° 24' 21,6" N.	108° 42' 40,3" O.	98,4 pi – 29,99 m	Westower Communications	2005
Winter – RPTR	Division F – Sask.	52° 38' 22,7" N.	109° 18' 44,1" O.	200 pi – 61,00 m	Wind Turbine	1990
Montmartre – dét.	Division F – Sask.	50° 14' 34,0" N.	103° 28' 22,0" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2018
Aklavik – dét.	Division G – T.N.-O.	68° 13' 04" N.	135° 00' 13,8" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2008
Behchoko Rae – dét.	Division G – T.N.-O.	62° 49' 32,6" N.	116° 03' 20,9" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1993
Deline – dét.	Division G – T.N.-O.	65° 11' 20" N.	123° 25' 30" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1984
Fort Good Hope – dét.	Division G – T.N.-O.	66° 15' 40" N.	128° 37' 34" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Fort McPherson – dét.	Division G – T.N.-O.	67° 26' 12,6" N.	134° 53' 04,7" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2001
Fort Providence – dét.	Division G – T.N.-O.	61° 20' 58,3" N.	117° 38' 44,4" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Fort Resolution – dét.	Division G – T.N.-O.	61° 10' 22" N.	113° 40' 48" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2008
Fort Simpson – dét.	Division G – T.N.-O.	61° 51' 56,0" N.	121° 21' 19,1" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1980
Fort Smith – dét.	Division G – T.N.-O.	60° 00' 23,6" N.	111° 52' 30,9" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	2008
Fort Liard – dét.	Division G – T.N.-O.	60° 14' 30,6" N.	123° 28' 18,5" O.	50 pi – 15,24 m	Radian	1985

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Hay River – dét.	Division G – T.N.-O.	60° 48' 30" N.	115° 47' 10" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	1985
Holman – Ulukhaktok – dét.	Division G – T.N.-O.	70° 44' 15" N.	117° 46' 10" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Inuvik – dét.	Division G – T.N.-O.	68° 21' 22" N.	133° 43' 20" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	INCONNUE
Lutsel K'e – dét.	Division G – T.N.-O.	62° 24' 20" N.	110° 44' 24" O.	100 pi – 30,48 m	Trylon TSF	2008
Norman Wells – dét.	Division G – T.N.-O.	65° 16' 50,8" N.	126° 49' 38,5" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Paulatuk – dét.	Division G – T.N.-O.	69° 20' 59,8" N.	124° 04' 09,7" O.	55 pi – 16,76 m	Radian	2005
Pine point – RPTR	Division G – T.N.-O.	60° 50' 15,7" N.	114° 26' 52,5" O.	416 pi – 126,80 m	Inconnu	1975
Ptarmigan – RPTR	Division G – T.N.-O.	62° 30' 11,6" N.	114° 16' 53,8" O.	300 pi – 91,40 m	Trylon TSF	2018
Sachs Harbour – dét.	Division G – T.N.-O.	71° 59' 04,3" N.	125° 14' 46,7" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Tuktoyaktuk – dét.	Division G – T.N.-O.	69° 27' 10" N.	133° 02' 17" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2010
Tulita – dét.	Division G – T.N.-O.	64° 54' 07,4" N.	125° 34' 59,1" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1985
Wha Ti – dét.	Division G – T.N.-O.	63° 08' 39" N.	117° 16' 35" O.	100 pi – 30,48 m	Trylon TSF	2009
Antigonish – dét.	Division H – N.-É.	45° 37' 00,7" N.	62° 00' 00,3" O.	50 pi – 15,24 m	Westower Communications	2007
Liverpool – dét.	Division H – N.-É.	44° 02' 10,3" N.	64° 42' 18,1" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2012
Bâtiment du nouveau QG – Dartmouth	Division H – N.-É.	44° 42' 17" N.	63° 35' 04" O.	80 pi – 24,30 m	Inconnu	2013
Pugwash – dét.	Division H – N.-É.	45° 51' 10,4" N.	63° 39' 35,8" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1980
Tatamagouche – dét.	Division H – N.-É.	45° 42' 50,7" N.	63° 17' 44,5" O.	100 pi – 30,48 m	Westower Communications	2007
S.-div. de Truro – dét.	Division H – N.-É.	45° 22' 1,0" N.	63° 17' 38,8" O.	60 pi – 18,3 m	Westower Communications	1969
Bathurst – dét.	Division J – N.-B.	47° 38' 24,5" N.	65° 41' 24,3" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1987
Blackville – dét.	Division J – N.-B.	46° 44' 52" N.	65° 49' 39,5" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	INCONNUE
Bouctouche – dét.	Division J – N.-B.	46° 28' 42" N.	64° 42' 34,2" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1973
Campbellton – dét.	Division J – N.-B.	48° 00' 19" N.	66° 39' 46,9" O.	80 pi – 24,30 m	Telecon Design	2016
Campobello – Wilsons Beach – dét.	Division J – N.-B.	44° 52' 58,7" N.	66° 56' 35,1" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2009
Caraquet – dét.	Division J – N.-B.	47° 47' 30,4" N.	64° 56' 42,9" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2004
Cardigan – RPTR	Division J – N.-B.	46° 09' 25,8" N.	66° 47' 30,8" O.	150 pi – 45,70 m	Wind Turbine	1991
Doaktown – dét.	Division J – N.-B.	46° 33' 16" N.	66° 07' 54" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2010
Elsipogtog – Richibucto Reserve – dét.	Division J – N.-B.	46° 35' 32,1" N.	64° 59' 33,1" O.	50 pi – 15,24 m	Maxtower Corp	2006

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Bâtiment du QG de Fredericton	Division J – N.-B.	45° 55' 56" N.	66° 39' 56" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	2000
Grand Bay-Westfield – dét.	Division J – N.-B.	45° 22' 15" N.	66° 15' 23,5" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1991
Grand-Sault – dét.	Division J – N.-B.	47° 02' 41,3" N.	67° 45' 48,3" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1980
Grand Harbour – Grand Manan – dét.	Division J – N.-B.	44° 40' 57,4" N.	66° 46' 48,7" O.	80 pi – 24,30 m	Telecon Design	2016
Grand Manan – RPTR	Division J – N.-B.	44° 43' 11" N.	66° 47' 42" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1993
Hampton – dét.	Division J – N.-B.	45° 31' 17,2" N.	65° 49' 51" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2009
Irishtown – dét.	Division J – N.-B.	46° 12' 52" N.	64° 48' 23" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2010
Lameque – dét.	Division J – N.-B.	47° 47' 42" N.	64° 38' 51" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2010
Lutes Mountain – RPTR	Division J – N.-B.	46° 07' 42,6" N.	64° 54' 37" O.	150 pi – 45,70 m	Inconnu	2001
McAdam – dét.	Division J – N.-B.	45° 35' 53,1" N.	67° 19' 20,9" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2009
Minto – dét.	Division J – N.-B.	46° 04' 39" N.	66° 04' 38" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2010
QG de Moncton	Division J – N.-B.	46° 05' 22,6" N.	64° 46' 20,3" O.	40 pi – 12,19 m	Trylon TSF	1980
Moncton – Codiac – dét.	Division J – N.-B.	46° 05' 22,6" N.	64° 46' 20,3" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	1992
Nackawic – dét.	Division J – N.-B.	45° 59' 52" N.	67° 14' 16" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2010
Neguac – RPTR	Division J – N.-B.	47° 14' 35" N.	65° 05' 08,7" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1980
Northview – RPTR	Division J – N.-B.	46° 55' 59,9" N.	67° 26' 39,2" O.	220 pi – 67,08 m	Trylon TSF	2003
Oromocto – dét.	Division J – N.-B.	45° 50' 30,2" N.	66° 30' 23,8" O.	50 pi – 15,24 m	Telecon Design	2016
Perth – dét.	Division J – N.-B.	46° 43' 23,1" N.	67° 42' 54,8" O.	50 pi – 15,24 m	Telecon Design	2016
Rang-Saint-Georges – RPTR	Division J – N.-B.	47° 38' 41" N.	65° 08' 23" O.	150 pi – 45,70 m	Inconnu	1981
Richibucto – dét.	Division J – N.-B.	46° 40' 02,9" N.	64° 52' 00,6" O.	80 pi – 24,30 m	Telecon Design	2016
Shediac – dét.	Division J – N.-B.	46° 13' 22" N.	64° 30' 20" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2010
Saint-Quentin – dét.	Division J – N.-B.	47° 31' 24" N.	67° 23' 33" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2010
St. Stephen – dét.	Division J – N.-B.	45° 12' 03,7" N.	67° 16' 32,7" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1992
St. George – dét.	Division J – N.-B.	45° 07' 37" N.	66° 48' 30" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2003
Sunny Corner – dét.	Division J – N.-B.	46° 56' 49" N.	65° 49' 03" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2010
Sussex – dét.	Division J – N.-B.	45° 43' 29,3" N.	65° 29' 43,3" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2003
Tracadie – dét.	Division J – N.-B.	47° 31' 21,3" N.	64° 55' 10,4" O.	80 pi – 24,30 m	Telecon Design	2016
Woodstock – dét.	Division J – N.-B.	46° 10' 19,6" N.	67° 36' 07,8" O.	80 pi – 24,30 m	Telecon Design	2016

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Alberta Beach – RPTR	Division K – Alb.	53° 39' 17,6" N.	114° 18' 28,9" O.	80 pi – 24,30 m	Maxtower Corp	1995
Aldersyde – RPTR	Division K – Alb.	50° 40' 01,6" N.	113° 58' 32,8" O.	100 pi – 30,48 m	LeBlanc & Royale	1994
Ansell – RPTR	Division K – Alb.	53° 33' 06" N.	116° 30' 23" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Athabasca – RPTR	Division K – Alb.	53° 24' 27" N.	117° 47' 10,5" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1990
Bear Hills – RPTR	Division K – Alb.	52° 50' 33,8" N.	113° 33' 31" O.	152 pi – 46,32 m	LeBlanc & Royale	2000
Beaumont – dét.	Division K – Alb.	53° 20' 18,6" N.	113° 25' 14,4" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2010
Blackfalds – dét.	Division K – Alb.	52° 22' 29" N.	113° 48' 38,4" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2010
Blue Hills – RPTR	Division K – Alb.	51° 42' 17,6" N.	115° 13' 29,3" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1990
Bonnyville – dét.	Division K – Alb.	54° 16' 19,3" N.	110° 43' 44,1" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2014
Bow Island – dét.	Division K – Alb.	49° 52' 20" N.	111° 22' 17,1" O.	80 pi – 24,30 m	Advanced Tower	2010
Bremner – RPTR	Division K – Alb.	53° 32' 24,5" N.	113° 11' 33,2" O.	270 pi – 83,20 m	LeBlanc & Royale	1992
Breton – dét.	Division K – Alb.	53° 06' 38,4" N.	114° 28' 02,2" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Brooks – RPTR	Division K – Alb.	50° 31' 20,3" N.	111° 54' 25,5" O.	152 pi – 46,32 m	LeBlanc & Royale	1990
Buffalo – RPTR	Division K – Alb.	51° 01' 51,3" N.	110° 36' 26,8" O.	152 pi – 46,32 m	LeBlanc & Royale	1990
Calgary (à distance) – RPTR	Division K – Alb.	51° 03' 50,1" N.	114° 12' 43,3" O.	300 pi – 91,40 m	Canadian Bridge	1990
Cardston – dét.	Division K – Alb.	49° 12' 06,9" N.	113° 18' 07,8" O.	80 pi – 24,30 m	Advanced Tower	2010
Claresholm – dét.	Division K – Alb.	50° 01' 22,7" N.	113° 35' 22,3" O.	80 pi – 24,30 m	Trylon TSF	2016
Claresholm – RPTR	Division K – Alb.	50° 04' 37" N.	113° 28' 15" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1990
Cluny – RPTR	Division K – Alb.	50° 53' 23" N.	112° 49' 28" O.	152 pi – 46,32 m	LeBlanc & Royale	1990
Coleman – RPTR	Division K – Alb.	49° 38' 57,3" N.	114° 29' 07,2" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Crossfield – RPTR	Division K – Alb.	51° 23' 09,7" N.	113° 48' 05" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1992
Crowsnest Pass – dét.	Division K – Alb.	49° 36' 36,1" N.	114° 26' 30,6" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	1992
Cypress Hills – RPTR	Division K – Alb.	49° 39' 09,4" N.	110° 16' 16,3" O.	105 pi – 32,00 m	Canadian Bridge	1992
Devon – RPTR	Division K – Alb.	53° 22' 26,5" N.	113° 42' 23,6" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	1993
Drayton Valley – dét.	Division K – Alb.	53° 13' 31,8" N.	114° 59' 06,1" O.	60 pi – 18,3 m	Inconnu	1985
Eden Lake – RPTR	Division K – Alb.	53° 35' 59,6" N.	114° 06' 02,8" O.	149,7 pi – 45,62 m	LeBlanc & Royale	1991
Elk Point – dét.	Division K – Alb.	53° 53' 49,9" N.	110° 53' 55,02" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Evansburg – dét.	Division K – Alb.	53° 36' 12,2" N.	115° 01' 12,2" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	1994
Evansburg – RPTR	Division K – Alb.	53° 41' 41" N.	115° 3' 30" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Faust – dét.	Division K – Alb.	55° 18' 53,7" N.	115° 38' 33,4" O.	60 pi – 18,3 m	Inconnu	1994
Foremost – dét.	Division K – Alb.	49° 28' 36,5" N.	111° 26' 43,3" O.	80 pi – 24,30 m	Advanced Tower	2010
Fort Chipewyan – Wood Buffalo – dét.	Division K – Alb.	58° 42' 52,8" N.	111° 8' 46,5" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Fort MacLeod – dét.	Division K – Alb.	49° 43' 26" N.	113° 23' 28,1" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2010
Fort McMurray – dét.	Division K – Alb.	56° 45' 26" N.	111° 27' 14" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2007
Fort Saskatchewan – dét.	Division K – Alb.	53° 40' 00,1" N.	113° 14' 20" O.	80 pi – 24,30 m	Westower Communications	2015
Fort Vermilion – dét.	Division K – Alb.	58° 22' 59,8" N.	116° 00' 13,6" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2014
Fox Creek – dét.	Division K – Alb.	54° 23' 48,2" N.	116° 48' 25,8" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2010
Gilby – RPTR	Division K – Alb.	52° 29' 56,9" N.	114° 19' 27,3" O.	200 pi – 61,00 m	LeBlanc & Royale	1990
Grande Cache – dét.	Division K – Alb.	53° 53' 30" N.	119° 06' 52" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2014
Grande Prairie – dét.	Division K – Alb.	55° 10' 22,3" N.	118° 47' 31,1" O.	30 pi – 9,14 m	LeBlanc & Royale	1992
Heartland Hall – dét.	Division K – Alb.	53° 45' 39,4" N.	113° 04' 25,3" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2010
Heisler – RPTR	Division K – Alb.	52° 41' 36,3" N.	112° 10' 47,9" O.	155 pi – 47,24 m	LeBlanc & Royale	1991
High Level – dét.	Division K – Alb.	58° 31' 09" N.	117° 08' 07" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2014
High Prairie – dét.	Division K – Alb.	55° 26' 01,5" N.	116° 30' 20" O.	100 pi – 30,48 m	Trylon TSF	2000
Iddesleigh – RPTR	Division K – Alb.	50° 39' 36,5" N.	111° 16' 56,2" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1992
Islay – RPTR	Division K – Alb.	53° 28' 06,4" N.	110° 32' 43,4" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Killam – dét.	Division K – Alb.	52° 47' 20" N.	111° 51' 19" O.	48 pi – 14,6 m	Inconnu	1994
Kingman – RPTR	Division K – Alb.	53° 16' 37" N.	112° 46' 58,5" O.	149,7 pi – 45,62 m	LeBlanc & Royale	1990
Lamont – RPTR	Division K – Alb.	53° 53' 30,5" N.	112° 45' 13,3" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Lavoy – RPTR	Division K – Alb.	53° 27' 43,6" N.	111° 49' 09,6" O.	200 pi – 61,00 m	LeBlanc & Royale	1990
Leavitt – RPTR	Division K – Alb.	49° 10' 28,4" N.	113° 24' 08" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1991
Leduc – RPTR	Division K – Alb.	53° 13' 42" N.	113° 30' 48,9" O.	150 pi – 45,70 m	Trylon TSF	1992
Legal – RPTR	Division K – Alb.	53° 55' 51" N.	113° 37' 35" O.	152 pi – 46,32 m	LeBlanc & Royale	1990
QG de Lethbridge – dét.	Division K – Alb.	49° 41' 36,2" N.	112° 49' 59,3" O.	60 pi – 18,3 m	Trylon TSF	1990
Lethbridge – RPTR	Division K – Alb.	49° 45' 25" N.	112° 47' 29" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1993
Lloydminster – dét.	Division K – Alb.	53° 16' 42" N.	110° 00' 28" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2014

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Lodgepole – RPTR	Division K – Alb.	53° 10' 23,5" N.	115° 17' 56" O.	149,7 pi – 45,62 m	LeBlanc & Royale	1990
Lowden Lake – RPTR	Division K – Alb.	52° 11' 36,1" N.	112° 40' 27,9" O.	100 pi – 30,48 m	LeBlanc & Royale	1990
Manning – dét.	Division K – Alb.	56° 55' 38" N.	117° 37' 26,5" O.	80 pi – 24,30 m	Westower Communications	2017
Manning – RPTR	Division K – Alb.	56° 03' 10,4" N.	117° 40' 11,7" O.	160 pi – 48,78 m	Advanced Tower	1990
Manyberries – RPTR	Division K – Alb.	49° 19' 35,2" N.	110° 37' 43,9" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1990
Mayerthorpe – dét.	Division K – Alb.	53° 57' 00,8" N.	115° 08' 30,4" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2010
Milk River – dét.	Division K – Alb.	49° 09' 10" N.	112° 05' 14" O.	80 pi – 24,30 m	Advanced Tower	2010
Milk River – RPTR	Division K – Alb.	49° 14' 40,1" N.	112° 23' 36,6" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1990
Muskeg – RPTR	Division K – Alb.	54° 00' 14,5" N.	118° 37' 00" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1990
Nanton – dét.	Division K – Alb.	50° 20' 39,4" N.	113° 46' 43,7" O.	80 pi – 24,30 m	Advanced Tower	2010
Nose Hill – RPTR	Division K – Alb.	52° 09' 21,5" N.	111° 08' 04,5" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1992
Olds – dét.	Division K – Alb.	51° 47' 36,9" N.	114° 07' 58,3" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1992
Olds – RPTR	Division K – Alb.	51° 51' 09,2" N.	113° 59' 46,5" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Oyen – dét.	Division K – Alb.	51° 21' 11,5" N.	110° 28' 37,5" O.	16 pi – 4,87 m	Delhi	INCONNUE
Oyen – RPTR	Division K – Alb.	51° 25' 13" N.	110° 28' 29,8" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1992
Pincher Creek – RPTR	Division K – Alb.	49° 33' 04,7" N.	113° 57' 33" O.	100 pi – 30,48 m	Trylon TSF	1992
Ponoka – dét.	Division K – Alb.	52° 40' 39,2" N.	113° 34' 50,5" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1999
Ponoka – RPTR	Division K – Alb.	52° 40' 01,0" N.	113° 17' 58,6" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Provost – dét.	Division K – Alb.	52° 21' 21" N.	110° 15' 56" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	1994
Raymond – dét.	Division K – Alb.	49° 27' 56,5" N.	112° 40' 02,6" O.	80 pi – 24,30 m	Trylon TSF	2016
QG de Red Deer – Antenne parabolique – dét.	Division K – Alb.	52° 16' 28,4" N.	113° 47' 47,6" O.	100 pi – 30,48 m	Inconnu	1992
Red Deer (à distance) – RPTR	Division K – Alb.	52° 16' 29" N.	113° 41' 33" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Redcliff – dét.	Division K – Alb.	50° 04' 22" N.	110° 46' 37" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2010
Redwater – dét.	Division K – Alb.	53° 56' 58" N.	113° 07' 24" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	1992
Retlaw – RPTR	Division K – Alb.	49° 59' 25,4" N.	112° 20' 08,2" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1991
Rimbey – dét.	Division K – Alb.	52° 38' 28,53" N.	114° 14' 14,8" O.	53 pi – 16,1 m	Wind Turbine	1984
Saddle Lake – dét.	Division K – Alb.	53° 58' 15,4" N.	111° 41' 17,8" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2006
Schuler – RPTR	Division K – Alb.	50° 18' 37,7" N.	110° 12' 13,5" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1990

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Sheerness – RPTR	Division K – Alb.	51° 31' 45,9" N.	111° 47' 07,2" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Spirit River – dét.	Division K – Alb.	55° 46' 40" N.	118° 50' 26" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	1992
Spirit River – RPTR	Division K – Alb.	55° 46' 04" N.	118° 50' 32" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	1990
Stettler – dét.	Division K – Alb.	52° 19' 04,6" N.	112° 43' 12,9" O.	80 pi – 24,30 m	Trylon TSF	2016
Satellite de Strathcona – Heartland – dét.	Division K – Alb.	53° 45' 40" N.	113° 04' 24" O.	80 pi – 24,30 m	Inconnu	INCONNUE
Strathmore – dét.	Division K – Alb.	51° 02' 22,3" N.	113° 24' 07,4" O.	80 pi – 24,30 m	Trylon TSF	2016
Sunchild – RPTR	Division K – Alb.	52° 31' 19" N.	115° 19' 25" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Sylvan Lake – dét.	Division K – Alb.	52° 17' 46" N.	114° 05' 55" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2010
Trochu – RPTR	Division K – Alb.	51° 48' 34" N.	113° 17' 21" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Trout Lake – RPTR	Division K – Alb.	56° 30' 10" N.	114° 33' 19" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1990
Two Hills – dét.	Division K – Alb.	53° 42' 47" N.	111° 44' 35" O.	48 pi – 14,6 m	Inconnu	1994
Valleyview – RPTR	Division K – Alb.	55° 02' 04" N.	117° 19' 57" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1990
Vega – RPTR	Division K – Alb.	54° 24' 52" N.	114° 24' 14" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1990
Viking – dét.	Division K – Alb.	53° 05' 44" N.	111° 47' 01" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2010
Vulcan – dét.	Division K – Alb.	50° 23' 46" N.	113° 15' 18" O.	80 pi – 24,30 m	Allan Pipe Fab	2014
Vulcan – RPTR	Division K – Alb.	50° 23' 52,7" N.	112° 58' 38,3" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1990
Wainwright – RPTR	Division K – Alb.	52° 50' 32,6" N.	110° 48' 10,8" O.	155 pi – 47,24 m	LeBlanc & Royale	1990
Wapiti – RPTR	Division K – Alb.	54° 58' 03,3" N.	119° 06' 21,7" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1992
Warburg – RPTR	Division K – Alb.	53° 09' 41,2" N.	114° 17' 49,2" O.	155 pi – 47,24 m	LeBlanc & Royale	1990
Waterton – dét.	Division K – Alb.	49° 03' 02,6" N.	113° 54' 26,1" O.	30 pi – 9,14 m	Trylon TSF	2016
Weberville – RPTR	Division K – Alb.	56° 20' 07,6" N.	117° 20' 37,9" O.	200 pi – 61,00 m	Inconnu	1992
Wetaskiwin – dét.	Division K – Alb.	52° 58' 03,8" N.	113° 22' 32,5" O.	50 pi – 15,24 m	Delhi	1984
Whitecourt Mountain – RPTR	Division K – Alb.	54° 03' 17,54" N.	115° 42' 43,38" O.	200 pi – 61,00 m	Advanced Tower	1990
Winagami – RPTR	Division K – Alb.	55° 36' 26,53" N.	116° 36' 47,12" O.	200 pi – 61,00 m	Advanced Tower	1990
Winnfred – RPTR	Division K – Alb.	49° 48' 56,7" N.	111° 16' 40,9" O.	150 pi – 45,70 m	Advanced Tower	1990
Wintering Hills – RPTR	Division K – Alb.	51° 10' 58,8" N.	112° 32' 41,6" O.	145 pi – 44,20 m	LeBlanc & Royale	1992
Wabasca-Desmarais – dét.	Division K – Alb.	55° 57' 52,2" N.	113° 49' 37,8" O.	80 pi – 24,30 m	Inconnu	2020
Alma – RPTR	Division L – Î.-P.-É.	46° 53' 21,94" N.	64° 05' 25,72" O.	150 pi – 45,70 m	Maxtower Corp	1999

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Cavendish – RPTR	Division L – Î.-P.-É.	46° 28' 32,50" N.	63° 22' 50,09" O.	80 pi – 24,30 m	Inconnu	1995
QG de Charlottetown – dét.	Division L – Î.-P.-É.	46° 15' 01,23" N.	63° 08' 12,55" O.	50 pi – 15,24 m	LeBlanc & Royale	1982
Charlottetown – Queens Maypoint – dét.	Division L – Î.-P.-É.	46° 15' 38" N.	63° 10' 14" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	2009
Prince Est – dét.	Division L – Î.-P.-É.	46° 23' 08,8" N.	63° 44' 25,5" O.	80 pi – 24,30 m	Wind Turbine	1996
Baie Egmont – RPTR	Division L – Î.-P.-É.	46° 27' 40,93" N.	64° 03' 07" O.	80 pi – 24,30 m	Sky High	1993
Souris – dét.	Division L – Î.-P.-É.	46° 21' 08,2" N.	62° 14' 21,9" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2001
Tea Hill – RPTR	Division L – Î.-P.-É.	46° 12' 12,53" N.	63° 03' 32,93" O.	150 pi – 45,70 m	LeBlanc & Royale	1987
Prince Ouest – dét.	Division L – Î.-P.-É.	46° 48' 20,88" N.	64° 08' 53,21" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	1999
Beaver Creek – dét.	Division M – Yn	62° 22' 51,6" N.	140° 52' 34,1" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2005
Carcross – dét.	Division M – Yn	60° 10' 00,5" N.	134° 42' 18,2" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2005
Carmacks – dét.	Division M – Yn	62° 5' 23,7" N.	136° 17' 21,6" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	2005
Dawson City – dét.	Division M – Yn	64° 03' 25,7" N.	139° 26' 13,8" O.	60 pi – 18,3 m	Advanced Tower	2005
Haeckel Hill – RPTR	Division M – Yn	60° 44' 57,9" N.	135° 13' 24,9" O.	100 pi – 30,48 m	Advanced Tower	2005
Haines Junction – dét.	Division M – Yn	60° 45' 07,2" N.	137° 30' 39,8" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2005
Mayo – dét.	Division M – Yn	63° 35' 44,4" N.	135° 53' 42,2" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2005
Old Crow – dét.	Division M – Yn	67° 34' 09,0" N.	139° 49' 46,4" O.	40 pi – 12,19 m	LeBlanc & Royale	1982
Pelly Crossing – dét.	Division M – Yn	62° 49' 25,7" N.	136° 34' 37,8" O.	70 pi – 21,30 m	Advanced Tower	2005
Ross River – dét.	Division M – Yn	61° 58' 56,6" N.	132° 27' 06,8" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2005
Teslin – dét.	Division M – Yn	60° 09' 54" N.	132° 43' 20,7" O.	50 pi – 15,24 m	Advanced Tower	2005
Watson Lake – dét.	Division M – Yn	60° 03' 20,1" N.	128° 40' 19" O.	48,3 pi – 14,72 m	LeBlanc & Royale	1982
Whitehorse – dét.	Division M – Yn	60° 43' 04,4" N.	135° 03' 23,7" O.	50 pi – 15,24 m	Wind Turbine	1982
Cornwall – dét.	Division O – Ont.	45° 03' 01" N.	74° 44' 20" O.	70 pi – 21,30 m	Trylon TSF	2009
Newmarket – dét.	Division O – Ont.	44° 03' 22,26" N.	79° 25' 12,6" O.		Trylon TSF	1999
Arviat – dét.	Division V – Nun.	61° 06' 33" N.	94° 03' 48" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Baker Lake – dét.	Division V – Nun.	64° 19' 00" N.	96° 01' 11" O.	101 pi – 30,9 m	Trylon TSF	2008
Cambridge Bay – dét.	Division V – Nun.	69° 06' 56" N.	105° 03' 04" O.	100 pi – 30,48 m	Trylon TSF	2008
Cape Dorset – dét.	Division V – Nun.	64° 14' 06" N.	76° 32' 26" O.	62,5 pi – 19,1 m	Trylon TSF	2008

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Description	Division	Latitude	Longitude	Hauteur du pylône	Fabricant	Année de construction
Chesterfield Inlet – dét.	Division V – Nun.	63° 20' 19,2" N.	90° 42' 31,5" O.	56 pi – 17,07 m	Radian	2007
Clyde River – dét.	Division V – Nun.	70° 28' 10,73" N.	68° 35' 35,01" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	2001
Coral Harbour – dét.	Division V – Nun.	64° 08' 07" N.	83° 10' 08" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Gjoa Haven – dét.	Division V – Nun.	68° 37' 25,8" N.	95° 52' 44,9" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Grise Fiord – dét.	Division V – Nun.	76° 25' 03,8" N.	82° 53' 55,8" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Hall Beach – dét.	Division V – Nun.	68° 47' 46" N.	81° 14' 32" O.	101 pi – 30,9 m	Trylon TSF	2009
Igloolik – dét.	Division V – Nun.	69° 22' 40" N.	81° 47' 53" O.	101 pi – 30,9 m	Trylon TSF	2009
Iqaluit – RPTR	Division V – Nun.	63° 44' 00,3" N.	68° 32' 28" O.	130 pi – 39,90 m	Inconnu	2001
Bâtiment du nouveau QG – Iqaluit	Division V – Nun.	63° 45' 07,3" N.	68° 31' 23" O.	100 pi – 30,48 m	Trylon TSF	2009
Kimmirut – Lake Harbour – dét.	Division V – Nun.	62° 50' 42,43" N.	69° 52' 09,64" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2008
Kugaaruk – Pelly Bay – dét.	Division V – Nun.	68° 31' 56,4" N.	89° 49' 20,5" O.	56 pi – 17,07 m	Radian	2007
Kugluktuk – Coppermine – dét.	Division V – Nun.	67° 49' 41,2" N.	115° 06' 08,9" O.	100 pi – 30,48 m	Trylon TSF	2009
Nanisivik – Arctic Bay – dét.	Division V – Nun.	73° 02' 02,8" N.	85° 09' 35,2" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2008
Pond Inlet – dét.	Division V – Nun.	72° 41' 49" N.	77° 58' 30" O.	101 pi – 30,9 m	Trylon TSF	2009
Qikiqtarjuaq – Broughton – dét.	Division V – Nun.	67° 33' 18,4" N.	64° 01' 50,4" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Rankin Inlet – dét.	Division V – Nun.	62° 48' 35" N.	92° 05' 05" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Repulse Bay – dét.	Division V – Nun.	66° 31' 20,1" N.	86° 13' 54,4" O.	56 pi – 17,07 m	Radian	2007
Resolute Bay – dét.	Division V – Nun.	74° 41' 54" N.	94° 49' 16" O.	101 pi – 30,9 m	Trylon TSF	2008
Sanikiluaq – dét.	Division V – Nun.	56° 32' 30,7" N.	79° 13' 27" O.	50 pi – 15,24 m	Inconnu	2009
Taloyoak – Spence Bay – dét.	Division V – Nun.	69° 32' 14,5" N.	93° 31' 29,8" O.	50 pi – 15,24 m	Trylon TSF	2009
Whale Cove – dét.	Division V – Nun.	62° 10' 21,1" N.	92° 34' 50" O.	56 pi – 17,07 m	Radian	2007

Appendice B : SPÉCIFICATION DE MAINTENANCE D'ANTENNES (INSPECTIONS, ESSAIS ET RÉPARATIONS MINEURES)

Généralités : La présente spécification de maintenance d'antennes vise à assurer l'inspection, le réglage et la réparation de systèmes d'antenne et de leurs éléments conformément aux modalités du contrat. Elle n'est donc pas limitée aux exigences de base précisées ci-dessous.

Rapport final de la tâche : À la fin des travaux, l'entrepreneur doit préparer un rapport final qui comporte une description des travaux, les listes de vérification connexes et suffisamment de renseignements détaillés, y compris des preuves photographiques adéquates, pour appuyer l'évaluation de l'état de chaque système d'antennes. Il doit également comporter des recommandations et des renseignements à des fins de révisions, afin que le responsable technique (RT) puisse déterminer toute maintenance supplémentaire jugée nécessaire et prendre les mesures appropriées.

Définitions

- a) Une « inspection » est la première visite de l'entrepreneur sur un site pour lequel il a reçu une autorisation de tâche dans le cadre du contrat. Elle comprend également les réglages, les réparations mineures et la rédaction d'un rapport détaillé, conformément à la présente spécification.
- b) Les « réparations » correspondent aux travaux qui vont au-delà de ceux définis et autorisés durant la première visite d'un site pour des raisons de sécurité ou à des fins opérationnelles. Les « réparations mineures » correspondent aux travaux autorisés en vertu de l'autorisation de tâche, s'il y a lieu.
- c) La « maintenance » correspond aux réparations majeures autorisées par le biais d'une autorisation de tâche distincte, en vue de mettre en œuvre une partie ou l'entièreté des recommandations contenues dans le rapport détaillé remis par l'entrepreneur à la fin de tout travail effectué sur un site.

B1.1 Exigences générales

- a) La présente partie vise les exigences courantes. Il est possible que des vérifications et des réglages supplémentaires soient requis. Durant l'inspection, l'entrepreneur doit remettre en état le système d'antennes visé par la spécification propre à son type d'antenne (voir l'autorisation de tâche de la GRC) et d'après les limites et les paramètres définis au paragraphe 3 de la section B1.2, Exigences particulières.
- b) Un système d'antennes est constitué d'au moins une antenne, d'éléments rayonnants, d'au moins un bâti, d'au moins un socle, d'au moins une fixation, d'au moins une ligne d'alimentation, ainsi que de leurs structures, systèmes de mise à la masse, feux d'obstacle, adaptateurs d'impédance, dispositifs terminaux et câbles coaxiaux en phase.
- c) Aux fins de la présente spécification, on présume que le système fonctionnait avant l'inspection et ne nécessitait aucune réparation majeure. Si l'entrepreneur détermine durant l'inspection que l'étendue des réparations ou des réglages va au-delà de la portée de la présente spécification, il doit signaler la situation afin que des mesures soient prises selon les modalités du paragraphe b) ou c). Il est possible qu'un monteur doive descendre de cordes de manœuvre et des éléments de soutien sur une chaise de gabier ou un appareil similaire, si les exigences de la présente spécification ne peuvent être satisfaites d'une quelconque autre manière.

B1.2 Exigences particulières

Les exigences ci-dessous s'appliquent généralement à tous les systèmes d'antennes. Des exigences supplémentaires applicables à des systèmes en particulier seront peut-être nécessaires.

- i. Tout le matériel requis doit être fourni par l'entrepreneur. Le matériel doit être équivalent ou supérieur à celui du fabricant d'équipement d'origine (FEO). Si des variations sont requises, il faut demander une modification de conception. L'inspection et les réglages de toutes les tensions ou de tous les relâchements d'antennes et de câbles de hauban des pylônes et des bâtis doivent être exécutés conformément à la présente spécification, y compris ceux des antennes log-périodiques, nonobstant le réglage complexe de certaines antennes log-périodiques ou d'autres antennes.
- ii. Sauf indication contraire dans le contrat, tout le matériel intégré dans les travaux doit être neuf. Si le matériel du FEO n'est pas disponible, le Canada accepte que l'entrepreneur fournisse en remplacement un article réutilisé, remis en état ou recyclé, de qualité et de valeur satisfaisantes par rapport à celui qui est spécifié et adéquat pour l'usage visé. Le RT doit approuver la substitution, sous réserve des conditions suivantes :
 - a. la demande de remplacement doit être adressée par écrit au RT et doit être justifiée par des renseignements présentés sous la forme de documentation du fabricant, d'échantillons et d'autres données qui peuvent être exigées par le Canada;
 - b. l'entrepreneur doit établir la demande de remplacement de manière à ne pas nuire au calendrier d'avancement du contrat, et assez longtemps avant la date à laquelle il faut commander le matériel;
 - c. la substitution du matériel n'est autorisée qu'avec l'approbation écrite préalable du RT. Tout le matériel substitué fourni ou installé sans cette approbation doit être enlevé du chantier aux frais de l'entrepreneur, et le matériel spécifié doit être installé sans frais additionnels pour le Canada;
 - d. l'entrepreneur est responsable de toutes les dépenses supplémentaires engagées par le Canada, par lui-même et par ses sous-traitants et fournisseurs en raison de l'utilisation de matériel de remplacement.
- iii. Les méthodes indiquées dans les dessins, les manuels de maintenance et les spécifications doivent être appliquées. Si les méthodes sont jugées inappropriées ou sont indisponibles, l'entrepreneur doit, avant de commencer les travaux, soumettre à l'approbation du RT de la GRC la ou les normes de performance et de fiabilité qu'il compte appliquer. Il doit également remettre des exemplaires au responsable de l'approvisionnement (RA) de la GRC.

B1.3 Exigences relatives aux essais

Vérification du rapport d'onde stationnaire (ROS)

À son arrivée sur le site et si les exigences opérationnelles de la GRC le permettent, l'entrepreneur doit inspecter visuellement tous les systèmes d'antennes indiqués dans l'autorisation de tâche et en vérifier le ROS, avant de commencer toute inspection, mise sous tension ou réparation. Seul le RT peut annuler la vérification initiale du ROS. Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur doit également effectuer une vérification finale du ROS pour tous les systèmes d'antenne.

- i. En l'absence d'une alimentation c.a. locale près d'une descente d'antenne, l'entrepreneur doit fournir une unité d'alimentation auxiliaire ou établir une source d'alimentation appropriée pour l'équipement de vérification du ROS.

- ii. La GRC ne fournira aucun équipement d'essai ou service d'un technicien pour la prise de mesures du ROS, sauf dans les cas prévus au paragraphe 4.6.
- iii. Avant d'inspecter les systèmes d'antennes, l'entrepreneur doit effectuer les vérifications ci-dessous liées au ROS des systèmes et des antennes, puis consigner les résultats obtenus :
 - a) les antennes conçues pour un fonctionnement monofréquence doivent être mises à l'essai à leur fréquence centrale désignée (tolérance de ± 10 %);
 - b) les antennes conçues pour un fonctionnement à large bande doivent être balayées sur toute leur gamme et mises à l'essai à leurs fréquences inférieures, centrales et supérieures;
 - c) dans le cas des antennes complexes, on prend pour acquis que le câble coaxial, le symétriseur et le coupleur font partie de l'antenne.

REMARQUE : La fréquence supérieure HF maximale est de 30 MHz.

- i. Il faut mettre à l'essai les fréquences de 421,0 et 426,0 MHz et, le cas échéant, de 2,0 à 30,0 MHz pour la HF.
- ii. Les essais sont effectués en fonction des paramètres de l'antenne pour inclure :
 - a) l'affaiblissement du câble;
 - b) la distance jusqu'à la défaillance, en mettant à l'essai une charge fictive libre de 50 Ω avec l'antenne connectée au câble coaxial;
 - c) l'affaiblissement de réflexion, au moyen d'une charge fictive de 50 Ω et avec l'antenne connectée au câble coaxial.

REMARQUE : La ligne adaptée doit être balayée dans la gamme de fréquences la plus élevée possible, ce qui permet d'obtenir des données supplémentaires sur des discontinuités mineures dans la ligne.

- i. Le ROS de l'antenne ne doit être ni supérieur ni inférieur à la tolérance précisée au moment de l'installation de l'antenne, qui est indiquée dans l'autorisation de tâche. Il est évident que tout équipement d'essai étalonné conçu pour mesurer un ROS dans la gamme de fréquences visée ne doit pas modifier considérablement celui-ci. Des erreurs surviennent lorsqu'on utilise un équipement d'essai mal étalonné ou des méthodes d'essai non éprouvées, ou si on ne possède pas les habiletés nécessaires pour utiliser l'équipement. Une tolérance de ± 5 % est permise.

B2.0 Maintenance d'antennes

- a) L'entrepreneur doit inspecter, régler et consigner les tensions initiales et finales.
- b) L'entrepreneur doit vérifier l'état de tous les isolateurs, consigner les défauts et signaler les travaux supplémentaires nécessaires selon l'article 2 du contrat.
- c) L'entrepreneur doit vérifier l'état de tous les éléments et consigner les défauts.
- d) L'entrepreneur doit vérifier l'état des caténaires, des cordes de soutien, des pôles isolants et des condensateurs et consigner les défauts.
- e) L'entrepreneur doit vérifier l'état des pièces galvanisées, de tout autre matériel accessible à partir du sol, du pylône ou du poteau, puis consigner les résultats obtenus. Si un élément ou une antenne est détérioré au point de nécessiter un remplacement pour des raisons de sécurité ou à des fins opérationnelles immédiates, l'entrepreneur doit immédiatement le signaler et recommander un remplacement ou une révision.
- f) L'entrepreneur doit vérifier et modifier la forme de l'antenne (relâchement et tension, éléments en parallèle, etc.) selon son type et consigner les tensions initiales et finales.
- g) L'entrepreneur doit inspecter et régler toutes les connexions mécaniques et électriques accessibles.
- h) L'entrepreneur doit s'assurer que les tendeurs sont verrouillés et réglés adéquatement (environ 50 % du réglage total).

- i) L'entrepreneur doit inspecter et régler les descentes d'antenne pour s'assurer que leur forme est appropriée.
- j) L'entrepreneur doit inspecter les coupleurs et les dispositifs de terminaison. Il doit consigner ceux qui sont en mauvais état (connecteurs, joints, isolants et matériel connexe) et en indiquer le type, le fabricant, le numéro de pièce et toute autre information pertinente.
- k) L'entrepreneur doit inspecter toutes les cordes de manœuvre et le matériel connexe, y compris les moufles, les treuils et les contrepoids, et les lubrifier au besoin. Il doit vérifier et consigner la tension des cordes de manœuvre en présence de contrepoids.

B2.1 Pylônes et bâtis

- a) L'entrepreneur doit vérifier, régler et consigner les tensions initiales et finales des câbles de hauban.
- b) L'entrepreneur doit vérifier et régler l'aplomb des pylônes et des poteaux; il peut être nécessaire de creuser, de remplir et de comprimer le sol autour du socle du poteau.
- c) L'entrepreneur doit vérifier et consigner l'état de la peinture du pylône et du poteau.
- d) L'entrepreneur doit vérifier et consigner l'état des câbles de hauban et des isolants du socle.
- e) Tous les feux d'obstacle doivent être remplacés au cours de l'inspection, sauf s'ils l'ont été récemment selon le dossier du site. Les remplacements effectués doivent être conformes au *Règlement de l'aviation canadien*, aux spécifications de Transports Canada et à l'autorisation du RT.
- f) L'entrepreneur doit vérifier l'état général du système électrique du pylône et consigner les défauts (boîtes de jonction, connexions, transformateurs d'isolement, parafoudres, lignes éliminatrices de parasites, etc.).
- g) L'entrepreneur doit vérifier l'état des pièces galvanisées et de tout autre matériel accessible à partir du sol, du pylône ou du poteau, à l'aide d'un tachéomètre ou de jumelles au besoin, puis consigner les résultats obtenus. Si l'état d'un élément ou d'un bâti est détérioré au point de nécessiter un remplacement immédiat pour des raisons de sécurité ou pour respecter les exigences de performance, l'entrepreneur doit immédiatement le signaler et recommander un remplacement ou une révision.
- h) L'entrepreneur doit inspecter les attaches préformées et consigner les défauts.
- i) L'entrepreneur doit s'assurer que les tendeurs sont verrouillés et réglés adéquatement.
- j) L'entrepreneur doit inspecter les poteaux afin de déceler toute détérioration, et signaler tout défaut.
- k) L'entrepreneur doit mesurer et consigner la résistance du sol sous les haubans et le pylône.

B2.2 Fixations

L'entrepreneur doit vérifier la partie visible des socles et des fixations en béton et réparer toute fissure, dont celle du coulis sous les plaques de socles. Il doit signaler toute détérioration, afin que des mesures appropriées soient prises.

B2.3 Systèmes et inspection

SYSTÈMES DE MISE À LA MASSE

- a) L'entrepreneur doit inspecter, nettoyer et resserrer les connexions du pylône ou de l'antenne. Il doit effectuer toute réparation nécessaire au bon état des connexions mécaniques et électriques. Il doit prendre des mesures et consigner les résultats obtenus.
- b) L'entrepreneur doit vérifier et réparer toute connexion du réseau de terre radial qui est manifestement brisée, au moyen de méthodes approuvées (soudage, sertissage, soudage par aluminothermie, etc.). Il doit signaler toute détérioration de l'état de la surface, afin que des mesures appropriées soient prises.

SYSTÈMES D'ALIMENTATION (FIL NU)

- a) L'entrepreneur doit vérifier et régler la tension des câbles de hauban.

- b) L'entrepreneur doit vérifier et régler l'aplomb des poteaux; il peut être nécessaire de creuser, de remplir et de comprimer le sol autour du socle du poteau, ou d'y installer un caisson, pour maintenir l'aplomb du poteau.
- c) L'entrepreneur doit vérifier et régler le relâchement ou la tension et consigner les résultats obtenus, conformément à l'appendice B.
- d) L'entrepreneur doit inspecter et resserrer la traverse.
- e) L'entrepreneur doit inspecter et remplacer les isolateurs d'écartement et à montage vertical endommagés.
- f) L'entrepreneur doit vérifier visuellement les connexions mécaniques et les joints de montage des câbles, afin de déceler toute détérioration. Il doit effectuer des réparations au besoin et consigner celles-ci.
- g) L'entrepreneur doit inspecter toutes les pièces galvanisées et le matériel connexe au système d'alimentation, remplacer les éléments défectueux et consigner le tout. Les remplacements du matériel du système d'alimentation comprennent les haubans utilisés sur les descentes et les poteaux de ligne de transmission.
- h) L'entrepreneur doit inspecter les poteaux afin de déceler toute détérioration, et il doit signaler tout défaut.

LIGNES COAXIALES D'ALIMENTATION

- a) L'entrepreneur doit chercher des indices de dommages structuraux ou de détérioration de la partie visible (au-dessus du sol) des lignes coaxiales d'alimentation. Il doit inspecter et réparer les connecteurs (joints et broches) et consigner tout autre défaut. Il doit également inspecter visuellement le joint externe et le remplacer après avoir effectué les essais applicables.
- b) L'entrepreneur doit s'assurer que la pression est maintenue sur le câble à diélectrique à air coaxial et consigner celle-ci au niveau du déshydrateur et du point de raccordement, là où les jauges à pression sont installées. Il doit comparer la ou les pressions durant une période de huit heures.
- c) L'entrepreneur doit vérifier et signaler l'état du déshydrateur ou de tout autre équipement qui en joue le rôle et consigner le nom du fabricant, le numéro du modèle, etc.

SYSTÈMES DE COMMANDE DES ANTENNES ET AMPLIFICATEURS

- a) La vérification des systèmes de commande liés aux antennes paraboliques, aux antennes rotatives et aux antennes-fouets accordables ne vise que les panneaux d'interface électriques et la partie mécanique du système de commande. La commande électronique n'est pas à vérifier. L'inspection et les réparations mineures se limitent à tâter, à inspecter, à resserrer, à nettoyer, à aligner localement et manuellement des systèmes, à lubrifier, à remplacer et à consigner les résultats obtenus.
- b) L'inspection et les réparations mineures des amplificateurs de ligne doivent se limiter à tâter, à inspecter, à resserrer, à nettoyer, à aligner localement et manuellement des systèmes, à lubrifier et à consigner les résultats obtenus.

B3.0 Exigences spéciales

- a) En plus des exigences susmentionnées, les vérifications supplémentaires ci-dessous sont requises selon l'équipement désigné.
- b) Comshel.
- c) L'inspection, la réparation et la révision doivent être effectuées conformément aux spécifications d'installation des abris Comshel.

B3.1 Spécifications et références pertinentes

- a) Normes C22-1 et supplément R du *Code canadien de l'électricité* de la CSA.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

- b) Norme A23-1 de la CSA touchant les matériaux et la construction.
- c) MI – chap. II.2. Communications radio.
- d) Spécifications et dessins indiqués dans l'autorisation de tâche et applicables à chaque tâche.
- e) La tension ne doit pas excéder 50 % de la résistance à la rupture du câble en présence de vents de 90 mi/h et de glace d'un rayon d'un demi-pouce ou de vents de 100 mi/h, sans glace, à 0 °F.
- f) CSA S37, *Antennes, pylônes et supports d'antenne*.
- g) (RAC) – Norme 621 sur l'éclairage des obstacles.
- h) Série CSA Z259, *Équipement de protection contre les chutes*.
- i) *Code canadien du travail* – Section 2.
- j) Projet de loi C-45, *Code criminel du Canada*, article 217.1.
- k) Plans de sauvetage pour les grimpeurs compétents de la GRC (pratiques exemplaires), inspection des bâtis, analyse de la sécurité des tâches, assurance de la qualité des bâtis.
- l) Code de sécurité 6 – Lignes directrices sur l'exposition aux radiofréquences de Santé Canada.
- m) TIA 222, *Structural Standard for Antenna Supporting Structures and Antennas and Small Wind Turbine Support Structures*.
- n) TIA 322, *Loading, Analysis, and Design Criteria Related to the Installation, Alteration and Maintenance of Communication Structures*.
- o) R56 Motorola Standards and Guidelines for Communication Sites.
- p) Normes et lignes directrices pour les sites de communication GRC, version 2022.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Appendice C : SPÉCIFICATIONS ET DOCUMENTATION

SPÉCIFICATIONS ET DOCUMENTS DE MAINTENANCE APPLICABLES

Documents. Les documents ci-dessous, qui datent de l'appel d'offres ou de la demande de soumissions, constituent une partie de l'EDT dans la mesure spécifiée dans le présent document. L'entrepreneur peut obtenir des exemplaires de spécifications, de normes, de manuels, de dessins et de publications connexes à des SMS particulières auprès du service des marchés ou selon les instructions de l'agent de négociation des marchés.

Priorités des documents. En cas de divergence entre le contrat, le présent EDT et les documents de référence, la priorité ci-dessous s'applique :

- a) le contrat et ses annexes ont priorité sur toute spécification ou tout document de référence;
- b) le présent EDT a priorité sur tout document de référence.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

Appendice D : sigles et définitions

ATS	Attribution de travaux supplémentaires
Autorisation de tâche	Formulaire TPSGC 572
dét. MR	Détachement mobile de réparation
dét.	Détachement
EDT	Énoncé des travaux
ESET	Enquêtes spéciales et études techniques
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
GRC	Gendarmerie royale du Canada
HF	Haute fréquence
ISO	Organisation internationale de normalisation
ME	Matériel de l'entrepreneur
MFG	Matériel fourni par le gouvernement
POR	Procédure opérationnelle réglementaire
RA	Responsable de l'approvisionnement
RENS	Rapport d'état non satisfaisant
resp	Responsable
ROS	Rapport d'onde stationnaire
RPTR	Répéteur
RT	Responsable technique
SMS	Services de maintenance et de soutien
SRN	Services radio nationaux

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A

Amd. No. - N° de la modif.
hn467

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467

Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

ANNEXE "B" – BASE DE PAIEMENT

ÉTABLISSEMENT DES PRIX POUR LE SERVICE DE MAINTENANCE ET DE SOUTIEN DES SYSTÈMES D'ANTENNE ET DES STRUCTURES DE SOUTIEN DE LA GRC

Tous les prix doivent être fermes, en dollars canadiens, frais d'acquiescement des droits inclus (Destination), taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus, frais de transport jusqu'à destination et droits de douane et taxe d'accise applicables inclus.

TABLEAU 1 – TAUX HORAIRE DURANT LES HEURES NORMALES									
N° D'ARTICLE	DESCRIPTION (CATÉGORIES DE MAIN-D'ŒUVRE)	ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3	ANNÉE D'OPTION1	ANNÉE D'OPTION 2	ANNÉE D'OPTION 3	ANNÉE D'OPTION 4	
		TAUX HORAIRE FERME DURANT LES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME DURANT LES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME DURANT LES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME DURANT LES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME DURANT LES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME DURANT LES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME DURANT LES HEURES NORMALES	
TABL 1-001	Contremaître	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TABL 1-002	Technicien en électronique	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TABL 1-003	Ingénieur de structures	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TABL 1-004	Gréeur	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	Taux moyen = colonne du total/4	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TABL1-TOT	Prix évalué = Taux moyen X 2 000 heures (niveau d'effort estimé)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

REMARQUE : Les heures de travail normales sont définies comme la « Période principale de maintenance » (PPM) La PPM est une période de douze (12) heures par jour, soit de 7 h à 19 h, heure de l'Est, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés au Canada.

TABLEAU 2 – TAUX HORAIRE EN DEHORS DES HEURES NORMALES									
N° D'ARTICLE	DESCRIPTION (CATÉGORIES DE MAIN-D'ŒUVRE)	ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3	ANNÉE D'OPTION 1	ANNÉE D'OPTION 2	ANNÉE D'OPTION 3	ANNÉE D'OPTION 4	
		TAUX HORAIRE FERME EN DEHORS DES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME EN DEHORS DES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME EN DEHORS DES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME EN DEHORS DES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME EN DEHORS DES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME EN DEHORS DES HEURES NORMALES	TAUX HORAIRE FERME EN DEHORS DES HEURES NORMALES	
TABL2-001	Contremaître	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TABL2-002	Technicien en électronique	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TABL2-003	Ingénieur de structures	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TABL2-004	Gréeur	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	Taux moyen = colonne du total/4	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TABL2-TOT	Prix évalué = Taux moyen X 1 000 heures (niveau d'effort estimé)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

TABLEAU 3 – MATÉRIEL FOURNI PAR L'ENTREPRENEUR, TRAVAUX EN SOUS-TRAITANCE ET TAUX DE MAJORATION POUR LA LOCATION DE MATÉRIEL SPÉCIAL									
Pour l'approvisionnement continu et la fabrication de pièces de rechange ou leur fourniture, ainsi que les services de sous-traitance et la location de matériel, notamment la location d'outils ou de véhicules spécialisés, l'entrepreneur sera payé au coût de revient réel, en plus de la majoration ferme indiquée ci-dessous :									
N° D'ARTICLE	DESCRIPTION	ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3	ANNÉE D'OPTION 1	ANNÉE D'OPTION 2	ANNÉE D'OPTION 3	ANNÉE D'OPTION 4	
TABL3-001	(% de majoration)	%	%	%	%	%	%	%	%
TABL3-TOT	Prix évalué = 100 000,00 \$ X la majoration	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION								
N° D'ARTICLE	DESCRIPTION	ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3	ANNÉE D'OPTION 1	ANNÉE D'OPTION 2	ANNÉE D'OPTION 3	ANNÉE D'OPTION 4
TABL1-TOT	TAUX HORAIRE DURANT LES HEURES NORMALES	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TABL2-TOT	TAUX HORAIRE EN DEHORS DES HEURES NORMALES	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TABL3-TOT	MATÉRIEL FOURNI PAR L'ENTREPRENEUR, TRAVAUX EN SOUS-TRAITANCE ET TAUX DE MAJORATION POUR LA LOCATION DE MATÉRIEL SPÉCIAL	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	PRIX ANNUEL CUMULATIF ÉVALUÉ :	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

PRIX CUMULATIF TOTAL DE LA SOUMISSION (TOTAL DES SEPT [7] PRIX ANNUELS CUMULATIFS ÉVALUÉS = [A] + [B] + [C] + [D] + [E] + [F] + [G]) :	\$
Remarque : Afin que leur offre soit jugée conforme, les soumissionnaires doivent fournir un prix en dollars canadiens (\$ CA) pour chaque article qui figure dans l'annexe B, pour les années fermes et les années d'option.	

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

ANNEXE "C" - FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES PWGSC-TPSGC 572

Voir: <http://publiservice-app.pwgsc.gc.ca/forms/pdf/572.pdf>

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

ANNEXE "D" - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

(VOIR LVERS ET GUIDE DE SÉCURITÉ DE LA GRC CI-JOINT)



**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization Ministère ou organisme gouvernemental d'origine RCMP		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction National Radio Services	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant Contractor determined by competitive bid process	
4. Brief Description of Work - Brève description du travail Repair and overhaul (R&O) contract of antennas, antenna structures, towers, communication dishes and cabling that comprise the national communications			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. Indicate the type of access required - Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p.ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/> Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/> Restricted to / Limité à <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/> Restricted to / Limité à <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	
		No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/> Restricted to / Limité à <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?
If Yes, indicate the level of sensitivity.
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité : ☒ No ☐ Yes
Non Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
- Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
- Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis
- | | | | |
|--|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |
- Special comments: Facility Access III (FA3) with Technical Escort
Commentaires spéciaux :
- NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided
REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
- If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C (continued) / PARTIE C (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret	NATO Restricted NATO Diffusion Restreinte	NATO Confidential	NATO Secret	COSMIC Top Secret COSMIC Très Secret	Protected Protégé			Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12 a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente L/ERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée :

12 b) Will the document attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente L/ERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Guide de sécurité – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

MAINTENANCE DE TOURS DE COMMUNICATION DE LA GRC

LVERS n° 100754

202200775

M7594220775

SNGDA 20211117946

Préparé par : P.S
Sécurité ministérielle
Gendarmerie royale du Canada

Date du modèle : 18 juin 2021



Royal Canadian
Mounted Police

Gendarmerie royale
du Canada

Canada

Exigences générales de sécurité

Tous les entrepreneurs engagés dans le cadre du contrat visé par le présent guide sont tenus de collaborer au maintien de l'environnement de sécurité de la GRC en se conformant aux directives énoncées ci-après.

1. Tous les renseignements protégés (documents papier) ou autres biens de nature délicate dont la GRC est responsable doivent être transmis à l'entrepreneur suivant des processus approuvés préalablement.
2. Les renseignements communiqués par la GRC doivent être gérés, tenus à jour et éliminés conformément aux clauses du contrat. À tout le moins, l'entrepreneur est tenu de respecter la Politique sur la sécurité du gouvernement.
3. L'entrepreneur doit aviser promptement la GRC de toute utilisation ou divulgation non autorisée de l'information communiquée en vertu du contrat et il doit transmettre à la GRC les détails de l'utilisation ou de la divulgation non autorisée (p. ex. en cas de perte, accidentelle ou délibérée, de renseignements de nature délicate).
4. La prise de photos est interdite. Si elle est requise, il faut communiquer avec le chargé de projet de l'organisation et la Section de la sécurité ministérielle. ***NOTA : Certaines photos nécessaires au contrat sont autorisées dans le cadre de cette exigence.***
5. Il est interdit d'utiliser des biens personnels, p. ex. périphériques, dispositifs de communication ou dispositifs de stockage portatifs (clés USB), conjointement avec la technologie de la GRC.
6. L'entrepreneur ne doit pas divulguer de renseignements de nature délicate reçus de la GRC à des sous-traitants qui n'ont pas le niveau de sécurité de la GRC requis pour consulter les renseignements en question.
7. La Section de la sécurité ministérielle (SSM) de la GRC se réserve le droit :
 - d'inspecter le site/les installations de l'entrepreneur. Des inspections peuvent être réalisées avant que des renseignements de nature délicate soient communiqués et/ou au besoin (p. ex. si le lieu de travail de l'entrepreneur change). L'inspection vise à s'assurer de la qualité des mesures de sécurité;
 - de demander une vérification des mesures de sécurité à l'aide de photos. Des photos peuvent être demandées avant que des renseignements de nature délicate soient communiqués et/ou au besoin (p. ex. si le lieu de travail de l'entrepreneur change). La

- vérification à l'aide de photos vise à s'assurer de la qualité des mesures de sécurité;
- de formuler des conseils sur les mesures de sécurité obligatoires (mesures de sécurité précisées dans le présent document et autres mesures possibles propres à un site).

8. Afin d'assurer le contrôle souverain du Canada sur ses données, toutes les données délicates ou protégées qui sont sous le contrôle du gouvernement doivent être stockées sur des serveurs qui se trouvent au Canada. Les données en transit doivent être chiffrées de façon appropriée.

Sécurité matérielle

1. **Stockage** : Les renseignements et les biens protégés doivent être stockés dans un contenant approuvé par la Section de la sécurité ministérielle (SSM) de la GRC. Le contenant doit être situé (à tout le moins) dans une « zone de travail ». Ainsi, les installations de l'entrepreneur doivent comporter un secteur ou une pièce qui répond aux critères suivants :

Zone de travail	
Définition	Secteur dont l'accès est limité au personnel qui y travaille et aux visiteurs escortés comme il se doit. Nota : Le personnel qui travaille dans la zone de travail doit : <ul style="list-style-type: none"> • détenir une cote de fiabilité de la GRC valide ou • être escorté par une personne qui détient une cote de fiabilité valide.
Périmètre de sécurité	Le secteur doit être délimité par un périmètre reconnaissable ou un périmètre sécurisé, selon les besoins du projet. Par exemple, les contrôles peuvent être un bureau ou un local verrouillé.
Surveillance	Surveillance périodique par des employés autorisés. Par exemple, les utilisateurs de l'espace de travail sont en mesure de déterminer s'il y a eu infraction à la sécurité.

Nota : Consulter l'annexe A pour en savoir plus sur le concept de la zone de sécurité.

2. **Discussions** : Lorsque des conversations de nature délicate pourraient avoir lieu dans une zone de travail, celle-ci doit se trouver à une certaine distance des lieux publics ou être conçue selon des spécifications de protection acoustique (de façon à ce que l'utilisateur puisse raisonnablement présumer qu'il ne sera pas entendu). Par exemple : pièce/bureau privé ou salle de conférence.
3. **Production** : La production (génération et/ou modification) de renseignements ou de biens protégés doit se faire dans un endroit qui répond aux critères d'une zone de travail.
4. **Destruction** : Comme les renseignements en question seront désignés Protégé B, **il est interdit de les imprimer**. Toutes les ébauches et tous les documents mal imprimés ou imprimés par erreur ou accidentellement (copies endommagées ou surplus) doivent être détruits par l'entrepreneur. Les renseignements protégés doivent être détruits conformément aux dispositions du *Manuel de la*

sécurité de la GRC. L'équipement/les systèmes (p. ex. déchiqueteuse) utilisés pour détruire les documents de nature délicate sont cotés en fonction du degré de destruction. Il faut utiliser de l'équipement de destruction approuvé par la GRC.

Niveaux approuvés pour la destruction de documents Protégé B :

- Lambeaux de dimension inférieure à 1 x 14,3 mm (coupe en particules).

Nota :

- Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de respecter les exigences de la GRC en matière de destruction, tous les renseignements et les biens de nature délicate doivent être retournés à la GRC aux fins de destruction.
- Toutes les ébauches et tous les documents de nature délicate mal imprimés ou imprimés par erreur en attente d'être éliminés doivent être protégés de la façon convenue jusqu'à leur destruction.

5. **Transport/transmission** : L'échange physique de renseignements de nature délicate doit se faire selon les clauses du contrat. Si on a recours à un service de livraison, il doit fournir une preuve d'expédition, un suivi en transit et une preuve de livraison.

Transport	Transport : Transfert de renseignements et de biens de nature délicate d'une personne ou d'un endroit à un autre par une personne qui a besoin de connaître l'information ou d'accéder au bien.
Transmission	Transmission : Transfert de renseignements et de biens de nature délicate d'une personne ou d'un endroit à un autre par une personne qui n'a pas besoin de connaître l'information ou d'accéder au bien.

Nota :

- Pour le transport de renseignements Protégé B (déplacement vers/de lieux neutres aux fins de réunions et/ou d'entrevues) : Au lieu d'une simple enveloppe, on peut utiliser une serviette porte-documents ou tout autre contenant de solidité égale ou supérieure. Utiliser un emballage/une enveloppe double pour protéger le contenu fragile ou garder les paquets lourds ou volumineux intacts.
- Pour la transmission de renseignements Protégé B (Postes Canada ou courrier recommandé) : Adresser de manière non précise. Ajouter « À n'être ouvert que par » si le principe du besoin de savoir ou du besoin d'accès le justifie.

Sécurité des TI

Contrôle approprié des renseignements désignés Protégé A et B

Transport et transmission

1. S'il est nécessaire de transmettre des renseignements Protégé A ou B de la GRC par voie électronique, la transmission doit se faire à l'aide d'un support de stockage portatif conforme à la norme FIPS-140-2 fourni par la GRC, l'accès étant restreint au client de la GRC et aux employés de l'entrepreneur qui détiennent une autorisation de sécurité de la GRC. Le support de stockage portatif conforme à la norme FIPS-140-2 doit être remis en main propre ou expédié par un service de messagerie approuvé aux installations de l'entrepreneur. Les renseignements de nature délicate de la GRC ne doivent pas être transmis ou reçus par une adresse de courriel externe.
2. Le mot de passe du support de stockage portatif doit être fourni verbalement, en personne ou au téléphone, et uniquement aux employés de l'entrepreneur qui détiennent une autorisation de sécurité de la GRC.
3. Si le traitement électronique de renseignements Protégé A ou B de la GRC est nécessaire, l'entrepreneur doit s'assurer que :
 - les renseignements enregistrés sont chiffrés;
 - les renseignements en transit sont chiffrés;
 - des mesures de contrôle d'accès sont mises en place.

Nota : Les algorithmes de chiffrement avancé utilisant des clés de 128, de 192 et de 256 bits sont approuvés pour le chiffrement des renseignements Protégé A et B.

Utilisateurs mobiles

1. Seule l'utilisation de matériel mobile fourni approuvé par la GRC est autorisée.
2. Il faut utiliser une méthode de chiffrement intégral approuvée pour les ordinateurs portatifs et chiffrer l'information de nature délicate lorsque celle-ci n'est pas utilisée.
3. Il faut retirer son justificatif d'identité/jeton d'authentification de l'ordinateur et le garder sur soi lorsque l'ordinateur avec lequel il est utilisé est laissé sans surveillance.
4. Il faut s'assurer que l'ordinateur portatif et/ou le support de données renfermant de l'information de nature délicate sont rangés dans un contenant de sécurité autorisé si l'information n'est pas chiffrée. Voir le MA, chap. XI.3., art. H

Téléphonie

5. Seuls les renseignements de nature non délicate peuvent être communiqués à l'aide d'un appareil cellulaire ou mobile ou d'une ligne téléphonique terrestre, à moins que l'appareil soit spécifiquement homologué et fourni pour le traitement de données de nature délicate.
6. L'utilisation de téléphones intelligents/cellulaires de la GRC est strictement limitée aux employés de la GRC, aux organisations autorisées (et à leurs agents) qui travaillent pour le compte de la GRC, ainsi qu'aux organisations autorisées (et à leurs agents).
7. Les téléphones intelligents/cellulaires fournis par la GRC peuvent être utilisés uniquement pour traiter de l'information jusqu'au niveau Protégé A inclusivement, et ce, uniquement dans l'espace du téléphone réservé au travail aux fins des activités de la GRC.
8. Seuls des appareils périphériques externes fournis par la GRC peuvent être utilisés à l'externe avec un téléphone intelligent fourni par la GRC.

Impression, numérisation par balayage et photocopie

9. Si des renseignements protégés de la GRC doivent être imprimés ou numérisés par balayage dans les installations de l'entrepreneur, ce dernier doit disposer d'ordinateurs, d'imprimantes ou de scanners réservés à cette fin. Ce matériel ne doit pas être branché au réseau local ou à Internet. Les ordinateurs doivent être dotés d'un dispositif de chiffrement de disque approuvé par la GRC.

Stockage

10. La sauvegarde de renseignements Protégé A ou B de la GRC est soumise aux mêmes lignes directrices en matière de sécurité (chiffrement et contrôles d'accès) que l'information en temps réel.
11. Les documents électroniques doivent être détruits conformément aux normes énoncées dans les Conseils en matière de sécurité TI du CSTC (ITSG-06), Effacement et déclassification des supports d'information électroniques (pour en savoir plus, se reporter à <https://www.cse-cst.gc.ca/fr/node/270/html/10572>). Les renseignements protégés doivent être effacés au moyen de l'une des options suivantes :
 - Les supports contenant des renseignements PROTÉGÉS du gouvernement ne peuvent être réutilisés qu'après que toutes les zones de données ont été réécrites au moins trois fois (remplacement des caractères – p. ex. inscription du code binaire 1 puis du code binaire 0).
 - Les supports contenant des renseignements PROTÉGÉS du gouvernement qui ne sont pas réécrits à la satisfaction de la GRC doivent être détruits conformément aux méthodes approuvées par la GRC (dans une installation d'élimination des métaux approuvée, par incinération, au moyen d'une meule d'émeri ou d'une ponceuse à disque, par désintégration à sec, par pulvérisation ou par fusion).

12. Tous les dispositifs de stockage fournis par la GRC et utilisés pendant la durée du contrat doivent être retournés à la GRC immédiatement après la fin du contrat.

Sécurité du personnel

1. ***Niveau établi pour la présente exigence : Cote d'accès aux installations de niveau 3 (AI3) avec escorte technique.***

*****NOTA : Cote d'accès aux installations de niveau 3 (AI3) – Si une escorte n'est pas disponible, une autorisation doit être obtenue par le client avant le début des travaux. La Sécurité a évalué les niveaux d'autorisation pour toutes les ressources exécutant les travaux dans le cadre de cette exigence et a déterminé que tous les entrepreneurs doivent détenir le niveau AI3. Par conséquent, aucun guide de classification n'est joint.***

2. L'entrepreneur est tenu d'informer la GRC de tout changement concernant les exigences de sécurité relatives au personnel. Par exemple, lorsqu'un employé détenant une autorisation de sécurité quitte l'entreprise ou ne participe plus à l'exécution du contrat de la GRC, lorsqu'un nouvel employé doit faire l'objet d'un filtrage de sécurité et lorsqu'un employé doit faire renouveler son autorisation de sécurité.
3. Pour amorcer le processus d'autorisation de sécurité, veuillez communiquer avec votre agent d'approvisionnement ou votre contact avec la clientèle, qui remplira le formulaire 4023 (formulaire interne) à cette fin. Ce processus remplace le formulaire manuel SCT 330-23 utilisé auparavant et est conforme aux normes du Conseil du Trésor.

ANNEXE "E" – EXIGENCES D'ASSURANCE

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE COMMERCIALE

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

- m. Assurance automobile des non-proprétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

ANNEXE "F" – ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ

À : SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (LE « CANADA »), REPRÉSENTÉE PAR LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

La description du besoin dans la demande de soumissions no M7594-210775/A renferme des renseignements qui sont confidentiels ou qui sont la propriété exclusive du Canada ou d'un tiers (renseignements confidentiels) et ces renseignements ne doivent pas être divulgués ou utilisés autrement que de la façon prévue ci-dessous.

1. Le fournisseur convient :
 - a. que, sans la permission préalable par écrit de l'autorité contractante, il ne doit pas divulguer, à personne d'autre qu'à un de ses employés ou à un sous-traitant proposé ayant besoin de connaître les renseignements confidentiels;
 - b. qu'il ne fera aucune copie des renseignements confidentiels et qu'il n'utilisera pas ces renseignements à une fin autre que la préparation d'une soumission en réponse à la demande de soumissions indiquée ci-dessus;
 - c. qu'à la date de clôture de la période de soumission ou avant si celle-ci se termine avant, il doit remettre immédiatement les renseignements confidentiels à l'autorité contractante ainsi que chaque ébauche, document de travail et note contenant de l'information relative aux renseignements confidentiels.
2. Le fournisseur doit exiger que tout sous-traitant proposé dont il est question en a) ci-dessus signe une entente de confidentialité selon les mêmes conditions de cette entente.
3. Le fournisseur reconnaît et convient qu'il sera responsable de toute réclamation, perte ou dommage subi, et de tout coût ou frais encouru par le Canada résultant du fait que le fournisseur, ou toute personne à qui il aura divulgué les renseignements confidentiels, ne se soit pas conformé aux conditions de cette entente.
4. Aucune partie de cette entente de confidentialité ne devrait être interprétée comme limitant le droit du fournisseur de divulguer tout renseignement dans la mesure où ce renseignement :
 - a. appartient au domaine public ou vient à en faire partie indépendamment d'une faute de la part du fournisseur ou d'un sous-traitant proposé;
 - b. est ou devient connu du fournisseur d'une source autre que le Canada, sauf d'une source dont le fournisseur sait qu'elle est tenue envers le Canada de ne pas divulguer ce renseignement;
 - c. est développé indépendamment par le fournisseur; ou
 - d. est divulgué en raison d'une exigence législative ou d'une ordonnance rendue par une cour de justice ou un autre tribunal compétent.

Nom du fournisseur

Signature de son représentant autorisé

Date

ANNEXE "G" PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera déclarée non recevable, ou sera considéré comme un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web de [Ressources humaines et Développement des compétences Canada - Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), en vertu de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec HRDCC - Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à RHDCC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à RHDCC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-210775/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-210775

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn467.M7594-210775

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn467
CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME

FORMULAIRE A – FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Numéro de l'invitation:	M7594-210775/A	
Appellation légale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p.ex. pour clarifications)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	No. téléphone	
	No. télécopieur	
	Courriel	
Numéro d'entreprise – Approvisionnement du soumissionnaire (NEA) [voir les instructions uniformisées 2003]		
Compétence du contrat : Province du Canada choisie par le soumissionnaire qui aura compétence sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		
Les soumissionnaires qui sont constitués en société, y compris ceux qui soumissionnent en tant que coentreprise, doivent fournir une liste complète des noms de toutes les personnes qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire . Les soumissionnaires qui soumissionnent en tant qu'entreprise individuelle, ainsi que ceux qui soumissionnent en tant que coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaires. Les soumissionnaires qui soumissionnent en tant que sociétés, entreprises ou partenariats n'ont pas besoin		
En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que : 1. le soumissionnaire juge qu'il a les compétences requises et que ses produits satisfont aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. la soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions; 3. tous les renseignements fournis dans la soumission sont complets, véridiques et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier acceptera toutes les modalités déterminées dans les clauses du contrat comprises dans la demande de propositions.		
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire		
Date:		